



AVRIL
2026

Trump II contre la gouvernance du numérique

Une croisade aux États-Unis et en Europe

Mathilde VELLIET



L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteurice.

ISBN : 979-10-373-1198-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Le président Donald Trump dans le Bureau ovale, 21 décembre 2018
© Everett/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Mathilde Velliet, « Trump II contre la gouvernance du numérique. Une croisade aux États-Unis et en Europe », *Études de l’Ifri*, Ifri, avril 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Autrice

Dr. Mathilde Velliet est chercheuse au sein du Centre géopolitique des technologies de l'Ifri depuis septembre 2021. Ses travaux portent sur les enjeux internationaux liés aux nouvelles technologies, en particulier les politiques technologiques américaines et chinoises ainsi que les relations entre les États-Unis et la Chine. Docteure en études anglophones de l'Université de Paris et de l'Université d'Aix-Marseille, elle a analysé dans sa thèse les politiques américaines de protection des technologies stratégiques face à la menace chinoise sous les administrations Obama, Trump et Biden.

Mathilde Velliet est diplômée d'un master en études anglophones de l'École normale supérieure de Lyon et d'un master en Sécurité internationale de Sciences Po Paris. Elle a effectué deux séjours de recherche aux États-Unis, à l'université de New York puis à l'université de Boston.

Remerciements

L'autrice remercie Sahar pour sa collaboration à l'analyse et à la visualisation des données, en particulier des publications d'acteurs officiels américains et européens sur X. Elle souhaite également remercier Alexandre Navez pour son travail sur les infographies.

Résumé

Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, l'administration Trump II a mené une campagne systématique de déréglementation des secteurs technologiques, tant aux États-Unis qu'en Europe, justifiée par un récit mettant en garde contre une innovation prétendument entravée, la rivalité avec la Chine et la « censure ». Aux États-Unis, cette offensive s'est traduite par la suppression des cadres existants en matière d'intelligence artificielle (IA), de cybersécurité et de modération des contenus. Elle est portée par une galaxie d'acteurs publics – président et vice-président, bureaux au sein de la Maison-Blanche, agences indépendantes comme la Commission fédérale des communications (FCC) et la Commission fédérale du commerce (FTC), législateurs – et privés aux outils puissants, sans faire toutefois l'unanimité dans le camp républicain.

En Europe, la pression américaine s'est fortement intensifiée, dépassant les critiques historiques de Washington (protectionnisme, discrimination contre les entreprises américaines) pour dénoncer une supposée censure gouvernementale et l'illégitimité démocratique de l'Union européenne (UE). Pour affaiblir les cadres réglementaires européens, l'administration américaine mobilise une panoplie de leviers diplomatiques, économiques et informationnels : enquêtes menées par les ambassades, interdiction de séjour aux États-Unis, menaces de barrières douanières, de contrôle des exportations, ou de contraintes d'accès au marché américain, campagne sur les réseaux sociaux... Conformément à l'objectif de l'administration de « cultiver la résistance », cette stratégie américaine s'appuie sur des relais européens (élus d'extrême droite, entreprises, organisations non gouvernementales). À l'aide des éléments d'analyse et de visualisation fournis par Sahar, cette étude met en évidence la consolidation d'un écosystème discursif et politique transatlantique hostile à la réglementation du numérique.

Face à cette campagne américaine, l'Europe a tout intérêt à accélérer ses efforts de souveraineté et de continuité des services numériques. Les entreprises européennes, quant à elles, gagneraient à mieux cartographier leurs vulnérabilités aux leviers de pression américains. Sur le plan réglementaire, maintenir une ligne ferme s'impose : tout recul affaiblirait la crédibilité de l'UE et encouragerait l'instabilité. Une communication précise – sur l'impératif de transparence et non de censure prévu par le règlement sur les services numériques (DSA) – et cohérente – évitant les apparences d'une implémentation discriminatoire – reste cruciale. Explorer les coopérations ciblées avec l'exécutif (cybersécurité, protection des mineurs, lutte contre la fraude), dialoguer avec les législateurs fédéraux et nationaux américains sur l'IA et les données, et avertir les entreprises américaines des effets contre-productifs de cette offensive pourraient atténuer certaines divergences.

Abstract

Since taking office, the Trump II administration has waged a systematic deregulation campaign targeting the tech sector in both the United States (US) and Europe, framed by a narrative warning against allegedly stifled innovation, rivalry with China, and “censorship”. Domestically, this push has led to the dismantling of existing frameworks in Artificial Intelligence (AI), cybersecurity, and content moderation. It is driven by a network of public actors—the president and vice president, White House offices, independent agencies like the Federal Communications Commission (FCC) and Federal Trade Commission (FTC), and legislators—and private stakeholders with powerful tools, though not without dissent within Republican ranks.

In Europe, US pressure has intensified significantly, moving beyond Washington’s traditional criticisms (protectionism, discrimination against American firms) to denounce alleged government censorship and the European Union’s (EU) democratic illegitimacy. To undermine European regulatory frameworks, the administration has deployed a range of diplomatic, economic, and informational levers: embassy investigations, US entry bans, threats of tariffs, export controls, or market access restrictions, and social media campaigns. In line with the administration’s goal of “cultivating resistance,” this strategy also relies on European actors (such as far-right lawmakers, businesses, or non-governmental organizations). Drawing on Sahar’s analytical and visual materials, this study highlights the consolidation of a transatlantic discursive and political ecosystem opposed to digital regulation.

In response, Europe would benefit from accelerating its efforts toward digital sovereignty and service continuity. European companies should more thoroughly map their vulnerabilities to US leverage. Regulatorily, holding firm is essential: any concession would undermine the EU’s credibility and foster instability. Precise communication—emphasizing, for instance, the Digital Service Act’s (DSA) transparency requirements, not censorship—and consistency—avoiding perceptions of discriminatory enforcement—remain critical. Pursuing targeted cooperation with the US executive—on cybersecurity, the protection of minors online, or fraud prevention—, engaging with federal and state legislators on AI and data governance, and warning American companies of the counterproductive effects of this offensive could help mitigate some transatlantic tensions.

Sommaire

INTRODUCTION	6
« SUPPRIMER, SUPPRIMER, SUPPRIMER » :	
LA CAMPAGNE DE DÉRÈGLEMENTATION AUX ÉTATS-UNIS	8
Trois objectifs : libérer l'innovation, concurrencer la Chine, démanteler la censure	9
Un an de dérèglementation visant l'IA, la cybersécurité ou la modération des contenus	11
Le rôle clé de la Maison-Blanche et des agences indépendantes	13
Une campagne freinée par ses contradictions et oppositions	15
<i>Dérèglementalisation vs instrumentalisation</i>	<i>15</i>
<i>États vs gouvernement fédéral : la résistance républicaine</i>	<i>17</i>
« SHOW RESPECT TO AMERICA AND OUR AMAZING TECH COMPANIES » : LA PRESSION CONTRE LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE	19
Censure, atteinte à la souveraineté, illégitimité de l'UE : les reproches de Washington	19
Une galaxie d'acteurs aux outils puissants	23
<i>Le gouvernement américain et ses leviers.....</i>	<i>23</i>
<i>Une campagne relayée par les acteurs privés.....</i>	<i>29</i>
<i>« Cultiver la résistance » : la stratégie américaine s'appuie sur des relais européens</i>	<i>31</i>
Une campagne efficace ? Résistances et concessions.....	37
<i>Une résistance affichée.....</i>	<i>37</i>
<i>Des premiers signaux d'efficacité.....</i>	<i>38</i>
<i>Des risques d'effets contre-productifs</i>	<i>40</i>
CONCLUSION : COMMENT L'EUROPE PEUT-ELLE FAIRE FACE ?	43

Introduction

À l'approche de Noël, le 23 décembre 2025, le département d'État américain annonce la mise en œuvre d'une menace brandie depuis plusieurs mois : l'imposition d'une interdiction de séjour aux États-Unis visant l'ancien commissaire européen Thierry Breton et quatre représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) luttant contre la désinformation¹, tous accusés par le secrétaire d'État Rubio de n'être pas moins que « des agents du complexe industriel mondial de censure² ». Cette mesure n'est que la partie émergée de l'iceberg que représente la croisade nationale et internationale de l'administration Trump contre la réglementation des secteurs technologiques.

Sur le plan intérieur, l'administration Trump pousse beaucoup plus loin la préférence traditionnelle des Républicains pour un cadre réglementaire allégé, à travers une vaste entreprise de suppression des réglementations et de licenciement des fonctionnaires chargés de les faire appliquer, dans les télécoms, mais aussi le secteur énergétique, bancaire³, ou médical⁴. Si l'objectif de « libérer la prospérité par la déréglementation⁵ » dépasse donc le monde de la *tech*, l'administration Trump II – soutenue par les patrons de la Silicon Valley et leurs relais à la Maison-Blanche⁶ – s'est tout particulièrement employée à détricoter les règles existantes (et en préparation) encadrant les pratiques des grandes entreprises technologiques, par exemple en matière de modération des contenus ou de développement de l'intelligence artificielle (IA).

1. Imran Ahmed, directeur du Center for Countering Digital Hate, Clare Melford, à la tête d'un index de la désinformation localisé au Royaume-Uni, deux représentantes de l'ONG allemande HateAid, Anna Lena von Hodenberg et Josephine Ballon. Voir « Thierry Breton et des personnalités européennes sanctionnés par Washington pour leur rôle dans la régulation de la tech », *Le Monde*, 23 décembre 2025.

2. M. Rubio, « Announcement of Actions to Combat the Global Censorship-Industrial Complex », U.S. Department of State, 23 décembre 2025, disponible sur : www.state.gov.

3. M. Arnold, « The US Is Deregulating Banks: Will the Rest of the World Follow? », *Financial Times*, 27 novembre 2025, disponible sur : www.ft.com.

4. La Maison-Blanche annonce ainsi, au terme de la première année, 646 actions « déréglementaires » contre 5 actions réglementaires, un décompte difficile à vérifier. Voir « White House Office of Management and Budget's Office of Information and Regulatory Affairs Releases End of Year Deregulatory Stats: Showing the Trump Administration Has Best Deregulation Year in History », Washington D.C., Maison-Blanche, 19 décembre 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

5. D. Trump, « Unleashing Prosperity Through Deregulation », Executive Order 14192, Washington D.C., Maison-Blanche, 31 janvier 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

6. Sur le rapprochement entre la droite américaine et les patrons de la *tech*, voir notamment : M. Kandel, « La droite *tech* contre la démocratie : comment la Silicon Valley s'est radicalisée », *Mediapart*, 17 mars 2024 ; L. Nardon, « Entre nationalistes conservateurs et tech libertariens : les idées d'extrême droite dans l'administration Trump 2 », *Chroniques américaines*, Ifri, 31 janvier 2025 ; S. Laurent, *La Contre-révolution californienne*, Paris, Seuil, 2025.

Exacerbant la critique historique de Washington contre les efforts réglementaires européens, l'administration Trump II a décliné cette campagne outre-Atlantique de manière agressive. Les sanctions contre Thierry Breton et les représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) ne sont qu'un outil parmi la large panoplie déployée par les États-Unis dans le but de contraindre l'Union européenne (UE) et les États membres à revoir leur copie sur un ensemble de sujets (modération des contenus, exigence de transparence, encadrement de l'IA, lutte contre les monopoles, gouvernance des données, taxation, etc.).

Quels sont les arguments et acteurs les plus influents dans l'actuel effort américain de déréglementation de la *tech*? Quels outils informationnels, juridiques, économiques et politiques sont mobilisés pour affaiblir les cadres réglementaires américains et européens? Quelles réponses l'Europe peut-elle apporter?

Afin de comprendre les dynamiques politiques, les moteurs et contradictions qui sous-tendent cette campagne américaine de déréglementation des secteurs technologiques, cette étude analyse d'abord sa déclinaison sur le territoire américain, trop souvent négligée. Elle détaille ensuite son exportation agressive vers l'Europe, menée par une galaxie d'acteurs aux outils puissants, et esquisse un premier tableau de son efficacité. La conclusion propose des recommandations à destination des Européens pour faire face à cette campagne américaine.

« Supprimer, supprimer, supprimer⁷ » : la campagne de déréglementation aux États-Unis

Depuis le premier jour de son retour à la Maison-Blanche, le président Trump a amorcé un effort vigoureux pour réduire ce qu'il décrit comme « le borbier en constante expansion de réglementations fédérales complexes », supprimant de nombreuses mesures de ses prédécesseurs. L'objectif est explicite : pour toute nouvelle réglementation adoptée, dix doivent auparavant être éliminées⁸. Ce vaste effort de déréglementation s'inscrit dans la tradition d'une préférence républicaine pour l'intervention limitée du gouvernement dans l'économie, et dans l'ambition trumpiste de réduire l'ampleur de l'« État profond » (incarnée par les actions du Department of Government Efficiency, ou DOGE). Dans le domaine de la *tech*, cette démarche reflète également la critique conjointe de Trump et de la Silicon Valley à l'encontre de l'augmentation des mesures réglementaires de l'administration Biden, perçue comme « anti-*tech*⁹ ». L'analyse de cette première année de déréglementation fait émerger l'ampleur des transformations, le rôle clé de certains acteurs à l'intérieur comme à l'extérieur de l'exécutif (agences indépendantes, Congrès, secteur privé), mais aussi les contradictions idéologiques et résistances internes qui entravent cette campagne.

7. En version originale, « delete delete delete » est une « initiative de déréglementation massive » menée par la Commission fédérale des communications depuis mars 2025, dans la continuité des décrets présidentiels exigeant un effort en ce sens. Voir B. Carr, « FCC Chairman Carr Launches Massive Deregulation Initiative », Federal Communications Commission, 12 mars 2025, disponible sur : www.fcc.gov.

8. D. Trump, « Unleashing Prosperity Through Deregulation », *op. cit.*

9. Voir par exemple cette initiative de la Chamber of Progress (une association commerciale représentant les intérêts des entreprises de la *tech* telles qu'Amazon, Uber, Meta, Google ou Apple) dénonçant le « tournant hostile contre la tech » pris par les démocrates ces dernières années : « Chamber of Progress Launches “Blue Horizon Project” to Restore Democratic Tech Optimism », Chamber of Progress, 9 septembre 2025, disponible sur : <https://progresschamber.org>.

Trois objectifs : libérer l'innovation, concurrencer la Chine, démanteler la censure

Cet effort de déréglementation aux États-Unis est justifié par trois principaux récits, qui précèdent de loin la seconde administration Trump, mais sont (re)mis en avant et en œuvre avec bien plus de force depuis un an : l'innovation étouffée, l'épouvantail chinois et la peur de la censure.

D'une part, les discours du président appelant à la suppression des mesures « qui agissent comme des barrières à l'innovation américaine dans l'IA¹⁰ » comme ceux du vice-président s'inquiétant d'une « réglementation excessive [qui] pourrait tuer une industrie transformatrice¹¹ » réactivent les piliers du modèle américain, fondé dès les années 1990 sur l'idée que la réglementation empêche l'innovation et la croissance économique¹².

Ce supposé frein à l'innovation est perçu comme d'autant plus problématique dans un contexte de concurrence avec la Chine. Conscientes de la puissance de persuasion du discours de la « course » contre la Chine, les entreprises technologiques américaines le mobilisent depuis la fin des années 2010 afin de dissuader le gouvernement fédéral de tout encadrement de leurs pratiques (monopolistiques, de collecte de données, etc.¹³). Il est aujourd'hui le sous-texte des efforts américains de déréglementation. Le plan de la Maison-Blanche sur l'IA publié à l'été 2025, intitulé « Gagner la course », affirme ainsi que « pour *maintenir un leadership mondial* dans l'IA, le secteur privé doit être libéré des entraves bureaucratiques¹⁴ ». Lors de la présentation publique de ce plan, le président Trump se fait encore plus explicite, indiquant qu'il est impossible de demander aux entreprises d'IA de payer des droits d'auteur car « si vous voulez battre la Chine [...] vous devez jouer selon les mêmes règles » et que la « politique des États-Unis sera de tout faire, quoi qu'il en coûte, pour être le leader du monde en matière d'intelligence artificielle¹⁵ ».

10. « Removing Barriers to American Leadership in Artificial Intelligence », Washington D.C., Maison-Blanche, 23 janvier 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

11. J. D. Vance, « Remarks by the Vice President at the Artificial Intelligence Action Summit », Paris, 11 février 2025.

12. A. Bradford, *Digital Empires: The Global Battle to Regulate Technology*, Oxford, Oxford University Press, 2023, p. 34-40.

13. Voir par exemple K. Wagner, « Mark Zuckerberg Says Breaking Up Facebook Would Pave the Way for China's Tech Companies to Dominate », Vox, 18 juillet 2018 ; N. Tiku, « Big Tech: Breaking Us Up Will Only Help China », Wired, 23 mai 2019.

14. « Winning the Race. America's AI Action Plan », Washington D.C., Maison-Blanche, juillet 2025, p. 3, disponible sur : www.whitehouse.gov.

15. Citations originales : « If you're going to be beating China [...] you have to be able to play by the same set of rules » ; « So from this day forward, it'll be a policy of the United States to do whatever it takes to lead the world in artificial intelligence ». Voir D. Trump, « President Trump Delivers Remarks and Signs Executive Orders at AI Summit », 23 juillet 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

Enfin, plus spécifiquement sur la réglementation en matière de modération des contenus, la mobilisation actuelle des républicains s'inscrit dans une tradition américaine bipartisane de défense d'une liberté d'expression minimalement régulée. Dans sa version exacerbée, elle associe tout effort du gouvernement pour inciter les plateformes à lutter contre la désinformation et la haine en ligne à de la censure. Déjà défendu par la première administration Trump – par exemple dans le décret de 2020 « empêcher la censure en ligne¹⁶ » – cet argumentaire est redevenu central ces dernières années avec la montée en puissance des républicains MAGA au Congrès et le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Dans l'administration comme au Congrès, des républicains très critiques des efforts de modération des contenus et de lutte contre la désinformation sont ainsi élevés à des postes clés. Aux États-Unis, aucune législation ne fixe les règles générales de modération des contenus, qui varient donc selon la politique de chaque plateforme et selon les périodes¹⁷. Cependant, par des dénonciations publiques¹⁸ et des injonctions informelles, le gouvernement Biden s'était efforcé d'inciter les plateformes à limiter la diffusion de fausses informations, en particulier concernant le Covid-19 ou les élections¹⁹.

De nombreux républicains et membres de l'actuelle administration Trump dénoncent cette « pression » qu'ils jugent contraire au premier amendement de la Constitution et à la liberté d'expression qu'il garantit. Parmi eux, citons Brendan Carr, qui avait appelé dès sa nomination à la tête de la Commission fédérale des communications (FCC) à « démanteler le cartel de la censure », ou le représentant d'extrême droite Jim Jordan, président de la Commission judiciaire de la Chambre depuis janvier 2023. À son initiative, cette Commission a multiplié les rapports et les auditions détaillant « le complexe industriel de censure : comment les hauts responsables de la Maison-Blanche de Biden ont poussé les géants de la *tech* à censurer les Américains [...] et les critiques de l'administration²⁰ » ou

16. D. Trump, « Executive Order on Preventing Online Censorship », 28 mai 2020, disponible sur : <https://trumpwhitehouse.archives.gov>.

17. C. Cho et L. Zhu, « Social Media: Content Dissemination and Moderation Practices », *CRS Report*, Congress, mars 2025.

18. Le président Biden avait par exemple déclaré en réponse à une question sur la désinformation liée au Covid-19 que les plateformes comme Facebook « tu[ai]ent des gens ». Voir « “They’re killing people”: President Biden on Social Media Carrying COVID Misinformation », Reuters, 16 juillet 2021, disponible sur : www.youtube.com.

19. M. Teitler, « Missouri v. Biden Raises More First Amendment Questions Than It Answers », Knight First Amendment Institute at Columbia University, 19 juillet 2023.

20. « The Censorship-Industrial Complex: How Top Biden White House Officials Coerced Big Tech to Censor Americans, True Information, and Critics of the Biden Administration », House Judiciary Committee et Select Subcommittee on the Weaponization of the Federal Government, 1^{er} mai 2024, disponible sur : <https://judiciary.house.gov>.

« le nouveau front de la censure : la tentative du gouvernement fédéral de contrôler l'intelligence artificielle pour réprimer la liberté d'expression²¹ ».

Un an de déréglementation visant l'IA, la cybersécurité ou la modération des contenus

Au nom de ces objectifs, l'administration Trump a supprimé de nombreux cadres, en matière d'encadrement des risques liés à l'IA, de cybersécurité, ou de modération des contenus.

Concernant l'IA, dès son arrivée à la Maison-Blanche, le président Trump supprime le vaste décret de son prédécesseur sur la gestion des risques liés à l'IA en matière d'éthique ou de sécurité²². Dans la foulée, il publie un décret visant à « éliminer les obstacles au leadership américain dans l'IA²³ » (janvier 2025), suivi d'un plan d'action en juillet. Ce plan, dont l'une des priorités est de « supprimer la paperasse et la réglementation coûteuse », demande aux bureaux fédéraux (notamment l'Office of Science and Technology Policy et l'Office of Management and Budget au sein de la Maison-Blanche) d'identifier et de réviser les règles existantes qui freinent le développement et le déploiement de l'IA. Le plan recommande également la suppression des références à la désinformation, aux enjeux de diversité et au changement climatique dans le document-cadre de gestion des risques de l'IA²⁴, et d'alléger et accélérer les procédures d'obtention de permis pour les centres de données, les usines de semi-conducteurs et les infrastructures énergétiques²⁵.

En matière de cybersécurité, l'administration Trump esquisse un assouplissement semblable, cherchant à inverser les efforts menés depuis 2021. L'administration Biden, à travers le rôle de l'Agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures (CISA), avait tenté « d'une part de déplacer le "fardeau de la cybersécurité" des épaules des utilisateurs vers celles des autorités fédérales ou des grands acteurs privés du secteur, et d'autre part d'inciter les entreprises du numérique à investir dans la sécurité dès la conception de produits²⁶ ». La Maison-Blanche a choisi de

21. « Censorship's Next Frontier: The Federal Government's Attempt to Control Artificial Intelligence to Suppress Free Speech », House Judiciary Committee and Select Subcommittee on the Weaponization of the Federal Government, 18 décembre 2024, disponible sur : <https://judiciary.house.gov>.

22. « Initial Rescissions of Harmful Executive Orders and Actions », Washington D.C., Maison-Blanche, 20 janvier 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

23. « Removing Barriers to American Leadership in Artificial Intelligence », Washington D.C., Maison-Blanche, 23 janvier 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

24. Le *AI Risk Management Framework*, élaboré par l'Institut national des standards et technologies (du département du Commerce).

25. « Winning the Race. America's AI Action Plan », *op. cit.*, p. 4 et 14.

26. S. Taillat, *De la cybersécurité en Amérique. Puissance et vulnérabilités à l'ère numérique*, Presses universitaires de France, 2024, p. 192.

réviser cette stratégie, au profit d'une approche moins contraignante, moins centralisée au niveau du gouvernement fédéral, et misant davantage sur l'innovation (en particulier *via* l'IA) en cyberdéfense.

Cette nouvelle orientation est reflétée dans le décret présidentiel de juin 2025, qui supprime notamment l'initiative visant à imposer des « pratiques de cybersécurité minimales » aux fournisseurs de l'État et allège les procédures d'attestation de sécurité logicielle²⁷. Cette approche s'accompagne plus largement d'une diminution des ressources du gouvernement fédéral dédiées à la cybersécurité. L'administration Trump a ainsi orchestré le départ d'environ un tiers des employés de la CISA (dont la totalité du Cyber Safety Review Board chargé d'enquêter sur les cyberattaques), et avait proposé lors de son budget pour l'année fiscale 2026 de supprimer 491 millions de dollars au budget de l'agence, soit une réduction d'environ 17 % par rapport à l'année précédente²⁸.

Cette réduction des capacités fédérales est encore plus marquée pour les équipes dédiées à la lutte contre la désinformation et les ingérences étrangères, victimes de la campagne contre le « complexe industriel de censure ». Ces équipes ont été réduites ou supprimées :

- ▀ au sein de la CISA ;
- ▀ du Federal Bureau of Investigation (FBI) : dissolution de la *task force* sur l'influence étrangère en février 2025²⁹ ;
- ▀ du département d'État : suppression de son Counter Foreign Information Manipulation and Interference Office en avril 2025³⁰ ;
- ▀ du bureau du directeur du renseignement national (Office of the Director of National Intelligence, ODNI) : suppression du Foreign Malign Influence Center et du Cyber Threat Intelligence Integration Center³¹ ;
- ▀ ou de l'Agence de sécurité nationale (NSA).

Outre ces réductions, le président Trump dénonce dès son premier jour la « pression coercitive substantielle » imposée aux plateformes par le gouvernement ces dernières années pour modérer les contenus en ligne, « sous couvert de lutter contre la “désinformation”, la “mésinformation” et

27. S. Sabbague, « Pourquoi les GAFAM et autres géants du numérique sont très satisfaits du retour de Trump... », 11 septembre 2025, disponible sur : <https://blog.calipia.com>.

28. S. Sabin, « Another Round of Layoffs Hits Cyber Defense Agency », Axios, 14 octobre 2025, disponible sur : www.axios.com ; R. T. Vought, « Letter to the Committee on Appropriations », Washington D.C., Maison-Blanche, 2 mai 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

29. K. Dilanian, « Pam Bondi Ends FBI Effort to Combat Foreign Influence in U.S. Politics », NBC News, 7 février 2025, disponible sur : www.nbcnews.com.

30. M. Rubio, « Protecting and Championing Free Speech at the State Department », U.S. Department of State, 16 avril 2025, disponible sur : www.state.gov.

31. « Fact Sheet: ODNI 2.0 Launch », Director of National Intelligence, disponible sur : www.dni.gov.

la “malinformation” », et proclame la « fin de la censure fédérale »³². Cette approche a conduit à une diminution des actions de modération sur les plateformes, illustrée par l’assouplissement des règles de retrait de vidéos annoncé par Youtube³³ ou la fin du *fact checking* annoncée par Meta³⁴.

Ces efforts de l’administration – par décret, modification des exigences contraignantes et des documents-cadres non contraignants, menace de retraits des financements publics³⁵, et signaux envoyés aux plateformes – s’accompagnent d’un relâchement de la pression de la part des autorités chargées de faire appliquer les règles. Ce relâchement répond aux signaux implicites mais aussi explicites envoyés par l’administration : le plan d’action sur l’IA demande ainsi à la Commission fédérale du commerce (FTC) de passer en revue les enquêtes ouvertes sous la précédente administration pour s’assurer qu’elles ne pénalisent pas excessivement l’innovation dans l’IA. S’il est encore tôt pour mesurer ce relâchement quantitativement, un rapport de l’ONG Public Citizen estimait que sur les 142 enquêtes et actions visant des entreprises de la *tech* au début de l’administration Trump, un tiers (47) avaient été suspendues ou retirées au bout de six mois³⁶.

Le rôle clé de la Maison-Blanche et des agences indépendantes

Ces efforts sont dirigés par le président Trump et le vice-président Vance, très actif sur le sujet, et par un ensemble de responsables politiques au sein de l’administration. Certains poursuivent un idéal libertarien de réduction du gouvernement fédéral et de ses réglementations, comme Russell Vaught, directeur de l’Office of Management and Budget (OMB). Sous sa direction, l’OMB joue un rôle accru par rapport aux administrations précédentes, en faveur de la déréglementation³⁷ et plus largement de la mise en œuvre des priorités de la Maison-Blanche par les agences³⁸. D’autres sont issus de la Silicon Valley et du monde du capital-risque; ils défendent une vision optimiste, pro-exportation, et un encadrement minimal de la *tech*, avec le soutien actif du secteur privé. Outre le vice-président Vance, ce groupe

32. « Restoring Freedom of Speech and Ending Federal Censorship », The White House, 20 janvier 2025, disponible sur : <https://www.whitehouse.gov>.

33. N. Grant et T. Mickle, « Youtube Loosens Rules Guiding Moderation of Videos », *The New York Times*, 9 juin 2025, disponible sur : www.nytimes.com.

34. « Meta met fin à son programme de fact-checking aux États-Unis ce lundi », *Le Monde*, 7 avril 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

35. Le plan d’action sur l’IA indique ainsi que « le gouvernement fédéral ne devrait pas autoriser que les financements fédéraux liés à l’IA soient attribués à des États avec des réglementations pesantes ». Voir « Winning the Race. America’s AI Action Plan », The White House, *op. cit.*, p. 3.

36. R. Claypool, « Deleting Tech Enforcement », Public Citizen, 13 août 2025, disponible sur : www.citizen.org.

37. Par exemple : « Request for Information: Deregulation », Federal Register, 11 avril 2025, disponible sur : www.federalregister.gov.

38. Entretien sous règle de Chatham House, Washington D.C., 4 décembre 2025.

compte notamment Michael Kratsios, qui dirige l'Office of Science and Technology Policy³⁹ ou le conseiller du président sur la science et la technologie David Sacks⁴⁰. Dans la déclinaison diplomatique de cet effort (principalement contre les mesures européennes), le département d'État est très actif, notamment le secrétaire d'État Marco Rubio et la sous-secrétaire d'État Sarah Rodgers. En dehors de l'administration à proprement parler, les directeurs d'agences (supposément) indépendantes se sont également saisis de cet agenda :

- Brendan Carr, qui préside la Commission fédérale des communications, a lancé une « initiative de déréglementation massive » intitulée « supprimer supprimer supprimer » ;
- Andrew Ferguson, nommé à la tête de la Commission fédérale du commerce (en charge de la lutte contre les pratiques monopolistiques), a à la fois recommandé la suppression de nombreuses réglementations et ouvert des enquêtes sur des sujets chers au président, comme la « censure par les plateformes technologiques⁴¹ ».

L'administration bénéficie également dans cet effort du soutien d'une partie du Congrès. Malgré l'absence de consensus au sein des républicains, certains élus sont influents sur ces sujets, comme le sénateur du Texas Ted Cruz, qui préside la Commission sénatoriale du commerce et s'est impliqué en faveur de la déréglementation de l'IA⁴², ou le représentant de l'Ohio et président de la commission judiciaire Jim Jordan, très engagé contre la modération des contenus en ligne.

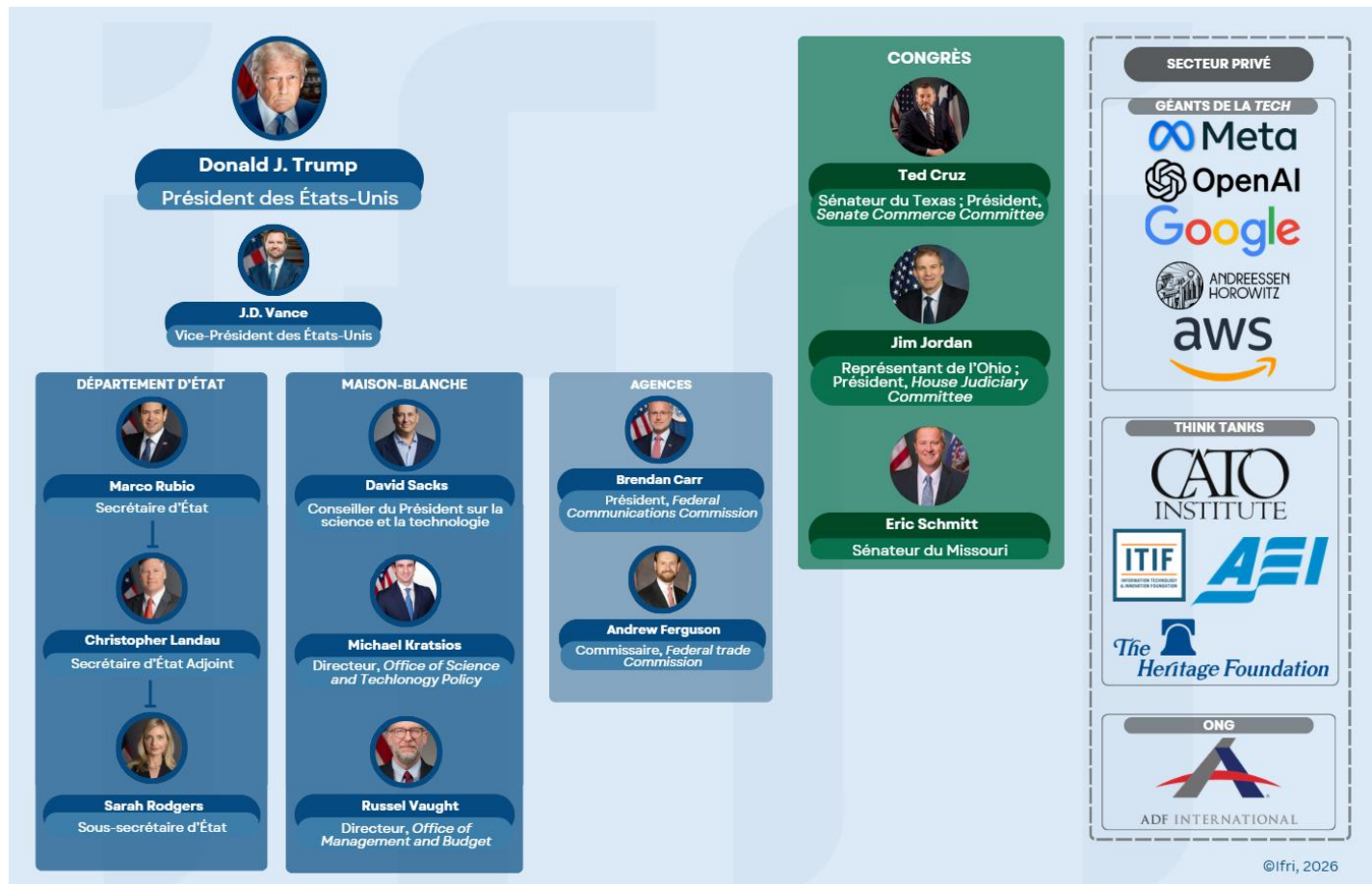
39. L'Office of Science and Technology Policy (OSTP a ainsi requis des commentaires publics sur les mesures fédérales existantes empêchant le déploiement et l'adoption de l'IA en septembre 2025. Voir « Notice of Request for Information; Regulatory Reform on Artificial Intelligence », Federal Register, 26 septembre 2025, disponible sur : www.federalregister.gov.

40. Véritable fer de lance des « tech bros » à Washington, David Sacks est accusé de nombreux conflits d'intérêts : une enquête du *New York Times* répertorie 708 investissements technologiques détenus par Sacks, dont au moins 449 participations dans des entreprises liées à l'IA qui pourraient bénéficier directement ou indirectement des politiques qu'il met en œuvre. Voir C. Kang *et al.*, « Silicon Valley's Man in the White House is Benefiting Himself and His Friends », *The New York Times*, 30 novembre 2025, disponible sur : www.nytimes.com.

41. « Federal Trade Commission Launches Inquiry on Tech Censorship », Federal Trade Commission, 20 février 2025, disponible sur : www.ftc.gov.

42. J. Kraus, « Ted Cruz Has a Detailed Plan to Loosen AI Regulations », *Lawfare*, 26 janvier 2026, disponible sur : www.lawfaremedia.org.

Les acteurs américains de la déréglementation de la tech, aux États-Unis et en Europe



Une campagne freinée par ses contradictions et oppositions

Bien que cette campagne de déréglementation, menée à grande échelle par l'ensemble de l'administration, puisse paraître cohérente dans ses objectifs affichés, elle recèle des contradictions, des tensions internes et des résistances qui en limitent la portée et en complexifient la mise en œuvre.

Déréglementalisation vs instrumentalisation

Derrière ce qui peut apparaître comme une volonté systématique de réduire l'intervention de l'État dans le secteur technologique, certaines ambitions réglementaires n'ont pas disparu. En matière de protection des mineurs en ligne par exemple, des figures comme la sénatrice républicaine du

Tennessee Marsha Blackburn⁴³ ou le vice-président J. D. Vance a activement promu des initiatives législatives, à l'image du *TAKE IT DOWN Act* visant à interdire la publication d'images ou *deepfakes* intimes représentant notamment des mineurs⁴⁴.

Plutôt que de supprimer toute forme de régulation, l'administration cherche à en réorienter les objectifs pour les aligner sur les priorités politiques et idéologiques du gouvernement. La question de l'IAS « exempte de biais idéologiques » en est une illustration. Plutôt qu'une totale suppression de la réglementation encadrant l'IA, l'administration modifie les cadres normatifs existants, comme en témoignent la révision du *NIST AI Risk Management Framework*, le décret sur la prévention des biais « woke » dans les algorithmes utilisés par le gouvernement, ou l'exigence d'une IA « exempte de biais idéologiques et conçue pour rechercher la vérité objective plutôt que de servir un programme d'ingénierie sociale⁴⁵ » dans le plan de la Maison-Blanche. Outre la difficulté technique liée à ces exigences, ces mesures révèlent une volonté de modeler la régulation pour servir une vision politique spécifique de l'IA, plutôt que de la supprimer.

De même, en matière de politique *antitrust*, le président Trump – lui-même un critique virulent des pratiques monopolistiques des *Big Tech*⁴⁶ – a placé à des postes stratégiques deux figures connues pour leur position ferme contre les abus de position dominante : Gail Slater à la tête de la division *antitrust* du département de la Justice, et Andrew Ferguson à la présidence de la FTC. Tous deux ont réaffirmé leur intention de maintenir une pression marquée sur les grandes plateformes⁴⁷. Ils sont soutenus dans cet effort par une grande partie de l'écosystème MAGA au Congrès et dans l'administration, qui dénonce la domination du marché par un petit nombre de géants, qui, selon eux, utilisent leur puissance pour censurer les discours conservateurs⁴⁸. Parmi d'autres exemples, James D. Vance avait affirmé que « [la nouvelle révolution industrielle] ne verra jamais le jour si nous laissons l'IA être dominée par des énormes acteurs cherchant à utiliser cette

43. La sénatrice a notamment reproposé le *Kids Online Safety Act* en mai 2025, avec le soutien des leaders républicains et démocrates du Sénat.

44. La loi *Tools to Address Known Exploitation by Immobilizing Technological Deepfakes on Websites and Networks Act* (ou *TAKE IT DOWN Act*) a été promulguée en mai 2025. La FTC a également annoncé vouloir agir sur le sujet de la protection des mineurs en ligne et sur l'impact des réseaux sociaux sur leur santé mentale. Voir R. Reader, « The FTC Takes on Kids Online Safety », Politico, 5 juin 2025.

45. « Winning the Race: America's AI Action Plan », *op. cit.*, p. 2.

46. Voir le post de Trump annonçant la nomination de Gail Slanter en décembre 2024 : « Big Tech has run wild for years, stifling competition in our most innovative sector and, as we all know, using its market power to crack down on the rights of so many Americans, as well as those of Little Tech! I was proud to fight these abuses in my First Term, and our Department of Justice's antitrust team will continue that work under Gail's leadership. » Post de Donald Trump, @realDonaldTrump, sur Truth Social, 4 décembre 2024, disponible sur : <https://truthsocial.com>.

47. D. Primack, « Trump Names Gail Slater to Lead DOJ's Antitrust Unit », Axios, 4 décembre 2024, disponible sur : www.axios.com.

48. « Big Tech », Center for Renewing America, disponible sur : www.americarenewing.com.

technologie pour censurer ou contrôler les pensées des utilisateurs⁴⁹ ». Abondamment dénoncé par Jim Jordan⁵⁰, cet impact politique de la domination des grandes plateformes est résumé par le *think tank* trumpiste Center for Renewing America, qui alerte :

« L'emprise de fer de l'oligarchie des *Big Tech* sur la vie publique américaine doit être desserrée – et, si nécessaire, brisée – pour garantir que l'idée américaine perdure pour les générations futures. Les entreprises des *Big Tech* ont gravi les échelons du pouvoir de manière inimaginable pour les générations précédentes. En adhérant à une idéologie woke radicale, nous assistons à la transformation de ces géants technologiques monopolistiques en instruments politiques au service d'une vision autoritaire et radicale. »⁵¹

L'administration mobilise d'ailleurs d'autres outils que l'*antitrust* pour « démanteler » ce supposé « cartel de censure ». À la veille de sa nomination comme président de la FCC, Brendan Carr a ainsi menacé Meta, Google, Microsoft et Apple de supprimer leur protection face aux poursuites judiciaires liées aux contenus postés (octroyée par la Section 230 du *Communications Act*) afin de les contraindre – avec succès depuis – à réorienter leur politique de modération des contenus dans une direction plus favorable à l'administration Trump et aux idées conservatrices⁵².

Les ambitions républicaines de déréglementation cohabitent donc avec une volonté politique d'utiliser les réglementations pour forcer les entreprises de la *tech* à s'aligner sur les priorités idéologiques de l'administration.

États vs gouvernement fédéral : la résistance républicaine

Ces ambitions de déréglementation se heurtent également à la volonté des États d'établir un cadre réglementaire en matière de protection des données ou de gouvernance de l'IA. Désireux d'éviter un « patchwork » de réglementations étatiques et invoquant le risque d'être dépassés par la

49. J. D. Vance, « Remarks by the Vice President at the Artificial Intelligence Action Summit », *op. cit.*

50. Jim Jordan et sa Commission judiciaire ont ainsi vivement critiqué la supposée collusion des *Big Tech* avec l'administration Biden en faveur de la censure. Voir « The Censorship-Industrial Complex », Committee on the Judiciary, 1^{er} mai 2024.

51. « Big Tech », Center for Renewing America, *op. cit.*

52. La Section 230 du *Communications Act* permet aux réseaux sociaux de ne pas être tenus responsables en justice pour les contenus postés sur leurs plateformes. Dans son chapitre du Projet 2025 et dans une lettre aux GAMAM, Brendan Carr affirme que c'est à la Commission fédérale des communications d'évaluer si les plateformes agissent « de bonne foi » dans leurs décisions de modération, un critère indispensable pour bénéficier de cette protection juridique. En pratique, cela signifie que la FCC pourrait sanctionner les plateformes si leurs politiques de modération sont jugées « partiales » ou « discriminatoires » envers les voix conservatrices, forçant les entreprises à s'aligner sur les demandes de l'administration pour ne pas perdre leur immunité. Voir B. Carr, « Letter to Messrs: Pichai, Zuckerberg, Nadella, and Cook », FCC, 13 novembre 2024, disponible sur : www.fcc.gov.

Chine, l'administration Trump et certains élus républicains⁵³ ont tenté d'imposer un moratoire d'une décennie sur toute mesure étatique de gouvernance de l'IA, sous les encouragements des entreprises de la *tech* comme OpenAI, Google, Meta ou Andreessen Horowitz⁵⁴. D'abord proposé au Congrès, ce moratoire se heurte à une opposition bipartisane locale (gouverneurs, procureurs généraux) et nationale⁵⁵. Il est rejeté à 99 voix contre 1 au Sénat, forçant l'administration à agir par un décret (à la légalité contestée) en décembre 2025⁵⁶. Le texte donne au ministère de la Justice le pouvoir de contester les lois étatiques jugées trop restrictives et charge le secrétaire au Commerce de bloquer l'accès aux fonds fédéraux pour les États qui les adoptent. Le cadre législatif national sur l'IA dévoilé par la Maison-Blanche le 20 mars 2026 s'inscrit dans la continuité de cette démarche, en appelant le Congrès à préempter les lois étatiques sur l'IA pour « garantir une norme nationale minimalement contraignante⁵⁷ ».

L'administration Trump fait également pression directement sur les élus des États (par exemple dans l'Utah ou l'Ohio⁵⁸) pour les pousser à abandonner leurs projets de loi sur l'IA, provoquant en mars 2026 la protestation de 50 législateurs républicains locaux dans une lettre ouverte⁵⁹. Négligeant la préférence traditionnelle du parti républicain pour les « droits des États » (*states' rights*), l'administration Trump tente ainsi d'utiliser son pouvoir budgétaire et réglementaire pour empêcher l'émergence d'une gouvernance de l'IA à l'échelle locale.

Si l'administration Trump mène une campagne de déréglementation du numérique à l'échelle locale et fédérale, celle-ci se décline avec encore plus de vigueur outre-Atlantique.

53. Représentant républicain du Texas Ted Cruz, ou Représentant de Californie Darrell Issa dans « AI at a Crossroads: A Nationwide Strategy or Californication? », U.S. House of Representatives, 18 septembre 2025, disponible sur : <https://judiciary.house.gov>.

54. D. Cochrane et W. Hodges, « A Federalist Approach to AI Policy », The Heritage Foundation, 7 août 2025, disponible sur : www.heritage.org ; « Trump to Issue Order Creating National AI Rule », Reuters, 8 décembre 2025, disponible sur : www.reuters.com. Plusieurs de ces firmes, notamment OpenAI et Andreessen Horowitz, financent des super *political action committees* (PACs) américains (tels que Leading the Future) qui soutiennent des candidats aux élections opposés à la réglementation de la *tech*. Voir T. Schleifer, « Anthropic Puts \$20 Million Into a Super PAC Operation to Counter OpenAI », *The New York Times*, 12 février 2026, disponible sur : www.nytimes.com.

55. A. Atterbury, « Desantis: Trump's AI Order "Can't Preempt" States From Taking Action », Politico, 12 août 2025, disponible sur : www.politico.com.

56. D. Trump, « Ensuring a National Policy Framework for Artificial Intelligence », Washington D.C., Maison-Blanche, 11 décembre 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov ; J. Godoy, « Trump's Order Targeting State AI Laws Faces Political and Legal Hurdles », Reuters, 12 décembre 2025, disponible sur : www.reuters.com.

57. « National Policy Framework – Artificial Intelligence », Washington D.C., Maison-Blanche, 20 mars 2026, disponible sur : www.whitehouse.gov.

58. A. Gold, « White House Puts Red State AI Laws Under Scrutiny », Axios, 6 mars 2025, disponible sur : www.axios.com.

59. L. Blessing *et al.*, « Letter to the President », 3 mars 2026, disponible sur : <https://ari.us>.

« *Show respect to America and our amazing Tech companies* » : la pression contre la réglementation européenne

Les reproches formulés par Washington à l'encontre de la réglementation européenne encadrant les secteurs numérique et technologique ne datent pas de la seconde administration Trump, ni même de la première. Dès l'émergence d'Internet, l'administration Clinton lance une offensive diplomatique bilatérale et multilatérale en faveur d'une approche peu réglementée des technologies et du commerce numérique, largement reprise par les gouvernements suivants⁶⁰. Même les administrations atlantistes ont ainsi critiqué les réglementations européennes : du président Obama qui, défendant Google et Facebook visés par des enquêtes de la Commission, affirmait en 2015 que la réponse de l'UE « masquait parfois le protectionnisme européen » au gouvernement Biden qui, bien que s'efforçant de mieux réglementer les grandes plateformes sur le plan intérieur, cherchait à freiner et diluer les efforts européens de réforme du secteur⁶¹.

Depuis environ un an, cette opposition s'est cependant intensifiée, avec une agressivité accrue, des outils inédits déployés par l'administration et une focalisation croissante sur l'accusation de « censure ».

Censure, atteinte à la souveraineté, illégitimité de l'UE : les reproches de Washington

Les reproches américains sont multiples, reprenant en partie les argumentaires présentés ci-dessus : sur l'impact négatif de la réglementation sur l'innovation, la nécessité de ne pas entraver les

60. J.-B. Velut, « Technological Leader, Regulatory Laggard? Washington and the Shifting Governance of Digital Trade », in M. Stricof et I. Vagnoux, *U.S. Leadership in a World of Uncertainties*, Springer International Publishing, 2022.

61. M. Velliet, « Souveraineté numérique : politiques européennes, dilemmes américains », *Notes de l'Ifri*, Ifri, janvier 2023.

entreprises américaines dans leur course avec la Chine⁶², ou l'assimilation des politiques de modération des contenus à de la censure. Ils visent un ensemble de mesures (existantes ou en préparation) dans le monde, et ciblent particulièrement en Europe :

- ▀ le règlement sur les services numériques (DSA) ;
- ▀ le règlement sur les marchés numériques (DMA) ;
- ▀ le règlement sur l'intelligence artificielle (*AI Act*) ;
- ▀ le règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
- ▀ les propositions de règlement sur le spatial (*EU Space Act*) ou les centres de données (*Cloud and AI Development Act*) ;
- ▀ les mesures de sécurité sur le cloud (*EU Cybersecurity Certification Scheme on Cloud Services* (EUCS) au niveau européen, Secnumcloud au niveau français) ;
- ▀ les taxes nationales imposées aux services numériques (DSTs).

Contrairement à l'administration Biden, l'administration Trump (soutenue par des élus républicains comme Jim Jordan) concentre la majorité de ses récriminations sur la supposée « censure » qu'imposerait le DSA et les exigences de modération des contenus⁶³. Les élus américains dépeignent ainsi le DSA comme un moyen pour les gouvernements européens de faire taire leurs critiques, de censurer les conservateurs tout en renforçant les organisations de la société civile de gauche, et d'obliger les grandes plateformes à modifier leurs pratiques mondiales de modération des contenus (ce qui empiéterait sur la liberté d'expression des citoyens américains). Rappelons toutefois que le DSA n'est pas un instrument de censure, mais un cadre visant à responsabiliser les plateformes numériques en encadrant la modération des contenus illicites (haine, désinformation, etc.) et en garantissant la transparence, y compris, justement, sur leur politique de modération, afin de préserver les droits fondamentaux des utilisateurs. Le périmètre légal du texte est en outre strictement européen : il s'applique aux fournisseurs qui offrent leurs services à des utilisateurs *situés dans l'UE*, et considère comme illicites les contenus définis comme tels par le droit national d'un État membre ou le droit de l'UE.

62. La représentante républicaine du Tennessee Diana Harshbarger proteste par exemple sur X : « Les mesures d'application prises aujourd'hui par l'UE au titre du #DMA ciblent injustement certains des innovateurs les plus importants de notre pays. Ces décisions risquent de nuire aux consommateurs et menacent de nous placer en position de retard face à nos adversaires étrangers sur la scène mondiale. » Post de Diana Harshbarger, @RepHarshbarger, sur X, 20 mars 2025, disponible sur : <https://x.com>.

63. Entretiens réalisés sous la règle de Chatham House, Washington D.C., décembre 2025. Cette priorité est également visible dans les posts sur X des officiels américains dénonçant les règlements européens, dont plus de 60 % (depuis le 1^{er} janvier 2025) invoquent les enjeux de censure ou de liberté d'expression. Analyse des posts sur X des législateurs et de représentants de l'exécutif critiques de la réglementation européenne, publiés entre le 1^{er} janvier 2025 et le 10 février 2026, permise par les outils de Sahar.

La véhémence critique américaine, plus idéologique qu'économique, devient à la fois un objectif de politique étrangère et un outil de politique intérieure, visant à capitaliser auprès des conservateurs en se posant en rempart contre une prétendue restriction de la liberté d'expression. Elle est parfois portée jusqu'à l'absurde, rendant difficile le dialogue transatlantique à ce sujet : certains diplomates américains se sont ainsi plaints auprès de leurs homologues européens que les plateformes américaines recevaient dix fois plus de demandes de retrait de contenus au Royaume-Uni, pourtant démocratique, qu'en Chine... négligeant l'évidente différence d'ouverture entre les deux écosystèmes⁶⁴.

D'autres critiques sont moins inédites bien que formulées avec une agressivité nouvelle, comme les accusations de protectionnisme et de discrimination des entreprises américaines. En effet, la plupart de ces mesures européennes (DSA, DMA, DSTs) fixent un seuil à partir duquel les entreprises sont soumises à la réglementation⁶⁵. Ces seuils, conçus pour cibler les acteurs majeurs du secteur numérique en raison de leur poids économique et de leur influence sur le marché, concernent *de facto* principalement des entreprises américaines, non en raison de leur nationalité, mais parce qu'elles dominent structurellement l'écosystème numérique mondial.

De manière générale, Washington voit d'un mauvais œil la gouvernance européenne du numérique, jugée pesante, car elle affecte les revenus des entreprises américaines. Les taxes sur les services numériques ponctionnent les bénéfices des entreprises américaines (et européennes)⁶⁶. Le DMA et le RGPD sont jugés problématiques car elles imposent une double contrainte aux grandes plateformes américaines : un coût direct de mise en conformité, et un coût indirect lié à l'atteinte structurelle à leur modèle économique, fondé sur la collecte massive de données personnelles et des stratégies d'intégration verticale. Entreprises comme gouvernement américain s'opposent également aux mesures adoptées au nom de la souveraineté numérique et de la cybersécurité qui impliquent l'exclusion ciblée des technologies américaines, contestant par exemple l'exigence d'« immunité » aux lois extraterritoriales envisagée dans l'EUCS ainsi que toute clause de préférence européenne envisagée dans le *Cloud and AI Development Act*⁶⁷.

64. Entretien de l'autrice mené sous la règle de Chatham House, Washington D.C., décembre 2025.

65. Par exemple, le DSA cible les plateformes de plus de 45 millions d'utilisateurs actifs dans l'UE pour le DSA, et la taxe française sur les services numériques s'impose aux entreprises réalisant plus de 750 millions d'euros de chiffre d'affaires dans le monde et de 25 millions en France.

66. La taxe française sur les services numériques, appliquée à quelques dizaines d'entreprises françaises et étrangères, a rapporté 680 millions d'euros à l'État en 2023. « Évaluation des voies et moyens », Annexe au projet de loi de finances pour 2025, Tome 1 : Recettes, Gouvernement français, 2025, p. 24.

67. Cette opposition semble avoir porté ses fruits : le règlement sur la cybersécurité présenté en janvier 2026 ne reprend pas l'idée (défendue par la France) d'un critère de protection face aux lois extraterritoriales. L'annonce du paquet comprenant le *Cloud and AI Development Act* a été une nouvelle

Enfin, cette campagne de Washington reflète la réticence américaine historiquement ancrée de voir ses entreprises soumises à une réglementation extérieure. Outre la préférence de l'administration actuelle pour l'absence de contraintes réglementaires, c'est le fait que celles-ci soient imposées *par un acteur non-américain* qui irrite. La réglementation européenne est ainsi dépeinte comme « une attaque fondamentale sur notre souveraineté⁶⁸ », un « empiètement sur la souveraineté américaine⁶⁹ », dans un écho paradoxal au concept de souveraineté numérique. Cette perception nourrit une rancœur contre l'UE, dont la légitimité démocratique est contestée. Cette remise en question est visible dans les posts sur X des membres du gouvernement américain à travers l'utilisation d'un champ lexical technocratique, voire plus directement par l'emploi de termes comme « censure tyrannique », comme le fait le sénateur Eric Schmitt ou d'« UE (non élue, non démocratique et non représentative) » pour citer le secrétaire d'État adjoint Christopher Landau⁷⁰. L'action politique de l'UE – même ciblant les activités d'entreprises *en Europe*, collectant des données d'utilisateurs *européens* et influant sur la vie politique *européenne* – est jugée « extraterritoriale⁷¹ ».

fois reportée, et est à présent prévue fin mai 2026. Voir M. Laghrari, « Cloud : l'Europe renonce à imposer des critères de souveraineté », *Les Échos*, 26 janvier 2026 ; M. Henning, « Le paquet phare sur la souveraineté technologique de l'UE une nouvelle fois reporté », Euractiv, 17 mars 2026.

68. Post de la sous-secrétaire d'État Sarah B. Rodgers, @UnderSecPD, sur X, 5 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>.

69. Post du sénateur républicain d'Arkansas Tom Cotton, @SenYomCotton, sur X, 9 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>. La directrice du renseignement national Tulsi Gabbard parle quant à elle de « violation éhontée de notre souveraineté. » Voir post de Tulsi Gabbard, @DNIGabbard, sur X, 24 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>. Cette rhétorique apparaît également dans la *Stratégie de sécurité nationale* américaine de décembre 2025 (p. 10), et dans le *memorandum* présidentiel de février 2025 condamnant les pays ayant adopté des taxes sur les services numériques. Voir D. Trump, « Defending American Companies and Innovators From Overseas Extortion and Unfair Fines and Penalties », 26 février 2025, disponible sur : www.federalregister.gov.

70. Ce champ lexical technocratique dénonce les actions des « eurocrats », « bureaucrates étrangers », « idéologues » par « décret réglementaire ». Post du sénateur Eric Schmitt, @SenEricSchmitt, sur X, 23 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com> ; Post du secrétaire d'État adjoint Christopher Landau, @DeputySecState, sur X, 6 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>.

71. Terme utilisé par exemple par le secrétaire d'État [Marco Rubio](#) et la sous-secrétaire d'État [Sarah Rogers](#), la porte-parole du gouvernement [Karoline Leavitt](#), ou le sénateur [Eric Schmitt](#) dans leurs posts sur X.

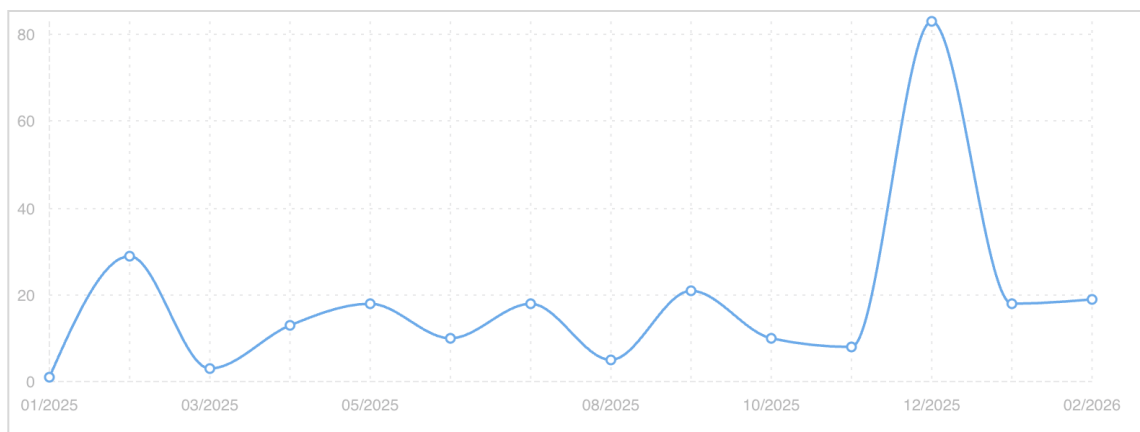
Une galaxie d'acteurs aux outils puissants

Le gouvernement américain et ses leviers

Ces critiques sont activement relayées par l'exécutif américain – en particulier les équipes du président, du vice-président, du département d'État et de la FCC – qui déploie une panoplie d'outils pour tenter de contraindre l'Europe à alléger, suspendre ou supprimer sa réglementation.

D'une part, les membres de l'administration et du Congrès multiplient les discours, déclarations aux médias et publications sur les réseaux sociaux critiquant les réglementations – présentées par J. D. Vance comme « des erreurs terribles pas seulement pour les États-Unis mais aussi pour vos propres pays⁷² » – et affirmant l'opposition totale de Washington à ces mesures⁷³. Ces prises de position dénoncent également avec véhémence les amendes imposées par la Commission aux entreprises américaines pour manquement aux règlements européens. En particulier, l'amende de 120 millions d'euros imposée à X a entraîné un pic d'activité sur le réseau de la part des officiels américains en décembre 2025⁷⁴.

Évolution du nombre de messages sur X du gouvernement américain sur la réglementation européenne du numérique



Source : Posts sur X publiquement disponibles sur la plateforme, publiés entre le 1^{er} janvier 2025 et le 10 février 2026. Visualisation des données réalisée par Sahar.

72. J. D. Vance, « Remarks by the Vice President at the Artificial Intelligence Action Summit », *op. cit.*

73. Entre autres nombreux exemples, voir : Post de Donald Trump, @realDonaldTrump, sur Truth Social, 26 août 2025, disponible sur : <https://truthsocial.com> ; le discours de J. D. Vance en février 2025 à Paris, disponible sur : www.presidency.ucsb.edu ; ou les déclarations au *Financial Times* de l'ambassadeur américain auprès de l'UE Andrew Puzder. Voir H. Foy et B. Moens, « Brussels Told to Prove Digital Rules Do Not "Punish" US Tech or Fix Them », *Financial Times*, 28 septembre 2025, disponible sur : www.ft.com.

74. Le nombre de posts sur X par des membres du gouvernement américain (dans l'exécutif et au Congrès) sur la réglementation européenne du numérique a ainsi été multiplié par quatre en décembre 2025 par rapport à la moyenne mensuelle le reste de l'année.

Posts de membres de l'administration Trump condamnant l'amende imposée par l'UE à X

Secretary Marco Rubio @SecRubio

The European Commission's \$140 million fine isn't just an attack on @X, it's an attack on all American tech platforms and the American people by foreign governments.

The days of censoring Americans online are over.

5:06 PM · Dec 5, 2025 · 24.2M Views

JD Vance @JDVance

Rumors swirling that the EU commission will fine X hundreds of millions of dollars for not engaging in censorship. The EU should be supporting free speech not attacking American companies over garbage.

11:03 PM · Dec 4, 2025 · 51.4M Views

Andrew Ferguson @AFergusonFTC

Secretary Rubio is right. The EU not only wants to censor Americans, it's paying itself for the privilege. Disgraceful. Censorship and the targeting of American companies by foreign governments needs to stop now.

Secretary Marco Rubio @SecRubio · Dec 5, 2025

The European Commission's \$140 million fine isn't just an attack on @X, it's an attack on all American tech platforms and the American people by foreign governments.

The days of censoring Americans online are over.

11:10 PM · Dec 5, 2025 · 1M Views

Under Secretary of State Jacob S. Helberg @UnderSecE

The DSA was sold as "online safety" but it's become a blunt instrument of political control and financial extortion—now hitting @X with a \$120M fine for refusing to let Brussels police online speech.

Let's be clear: this isn't "digital regulation." It's censorship and a backdoor cash grab by an EU bureaucracy that can't levy taxes openly, so it weaponizes fines instead.






And those most hurt are everyday European citizens—these punitive fines kill investment, crush business confidence, and drive innovators away.

America will never adopt this model!

Last edited 9:15 PM · Dec 5, 2025 · 50.1K Views

Le classement des membres du gouvernement les plus actifs sur X contre la réglementation européenne du numérique illustre l'implication des acteurs identifiés ci-dessus. Les deux pouvoirs – législatif et exécutif – sont actifs, avec un écho différent : si les élus du Congrès postent davantage de messages, ceux de la sous-secrétaire d'État génèrent nettement plus d'interactions (likes, réponses, reposts).

Comptes officiels américains publiant le plus contre la réglementation européenne du numérique⁷⁵

Utilisateur	↓ Messages	Interactions
 JudiciaryGOP	48	54 860 548
 UnderSecPD	32	129 501 701
 Jim_Jordan	32	21 377 476
 SenEricSchmitt	18	3 517 846
 tedcruz	9	26 650 755

75. Posts sur X publiés entre le 1^{er} janvier 2025 et le 10 février 2026, publiquement accessibles sur x.com. Les « interactions » comprennent les likes, réponses et re-publications. Les outils Sahar ont contribué à l'analyse de ces données.

Outre les discours, l'administration utilise les restrictions sur le commerce pour tenter d'infléchir la position européenne. À plusieurs reprises, le président Trump a ainsi menacé d'imposer des barrières douanières aux pays qui « attaquent nos incroyables entreprises de la *tech* » en adoptant des réglementations⁷⁶. Dès février 2025, la Maison-Blanche charge le représentant au Commerce (USTR) de décider s'il faut ouvrir des enquêtes contre les pays ayant adopté des taxes sur les services numériques (tels que la France, le Royaume-Uni, l'Italie ou l'Espagne)⁷⁷. Invoquant les Sections 301 et 302 du *Trade Act*, ces enquêtes pourraient aboutir à de nouvelles restrictions tarifaires ciblant ces pays⁷⁸. Au-delà des menaces, les barrières douanières existantes – en théorie sans lien avec les enjeux numériques – sont elles aussi utilisées comme levier. Au cours des négociations transatlantiques pour tenter de réduire les barrières douanières sur l'acier et l'aluminium, fortement augmentées par l'administration Trump, le secrétaire au Commerce Howard Lutnick a indiqué que l'UE devrait édulcorer sa réglementation si elle souhaite obtenir des exemptions⁷⁹.

D'autres menaces de barrières non tarifaires sont agitées, par exemple en représailles de l'*EU Space Act* en cours de négociation qui, selon le gouvernement américain, imposerait « des charges réglementaires inacceptables aux fournisseurs américains⁸⁰ ». En réponse aux exigences européennes demandant aux entreprises (de toutes nationalités) de limiter leurs débris spatiaux et leur pollution et de renforcer leur cybersécurité, Brendan Carr a menacé de limiter l'accès des entreprises européennes au marché américain⁸¹. Le président Trump a également menacé d'imposer des restrictions sur les exportations de technologies américaines à destination des pays qui imposent des taxes et des législations sur le

76. Post de Donald Trump, @realDonaldTrump, sur Truth Social, 26 août 2025, disponible sur : <https://truthsocial.com>.

77. D. Trump, « Defending American Companies and Innovators from Extortion and Unfair Fines and Penalties », *op. cit.*

78. La première administration Trump avait déjà ouvert des enquêtes sous la Section 301 à ce sujet en 2020, clôturées après négociations en 2021. L'état de la réflexion de l'USTR sur la (ré)ouverture de ces enquêtes est actuellement inconnu. Dans cette démarche, l'administration bénéficie du soutien d'une partie du Congrès : plusieurs élus ont appelé l'exécutif à rouvrir ces enquêtes, par exemple en représailles du projet français d'augmentation de la taxe sur les services numériques en novembre 2025. R. Estes *et al.*, « Letter to President Trump on France's DST », 25 novembre 2025, disponible sur : www.calameo.com.

79. Le secrétaire au Commerce invite aussi l'Europe à « résoudre » les affaires en cours concernant Google, Microsoft et Amazon et à « créer un cadre avec lequel nous serions à l'aise ». H. Lutnick, cité dans A. Bounds, B. Moens et A. Williams, « Howard Lutnick Warns EU to Relax Tech Rules if It Wants Lower Steel Tariffs », *Financial Times*, 24 novembre 2025, disponible sur : www.ft.com.

80. « Comments of the United States of America on the Proposed EU Space Act », 2025, p. 1, disponible sur : <https://cdn.table.media>.

81. M. Pollet, « Top Trump Ally Threatens Retaliation Over EU Space Tech Law », *Politico*, 3 mars 2026 ; « Space Bureau and Office of International Affairs Seek Comment on Satellite Market Access Reciprocity », *Public Notice*, Federal Communications Commission, 2 mars 2026, disponible sur : <https://docs.fcc.gov>.

numérique, les privant ainsi des semi-conducteurs avancés fabriqués par Nvidia ou AMD⁸². Le département du Commerce a d'ailleurs envisagé de nouveaux contrôles sur les exportations de puces IA vers le monde entier, qui pourraient imposer aux Européens d'obtenir l'accord de l'administration Trump pour leurs achats de processeurs graphiques⁸³.

Ces menaces permettent à Washington d'enrôler les entreprises américaines et européennes dans sa campagne contre la réglementation, y compris les entreprises en dehors du secteur numérique. Par exemple, l'administration Trump peut inciter les entreprises à faire du *lobbying* à ce sujet auprès de la Commission européenne, sans quoi le remboursement de leurs droits de douane (en cas de décisions de justice en ce sens) risquerait d'être considérablement retardé⁸⁴. En France, l'examen par le Parlement fin octobre 2025 d'un amendement au projet de loi de finances qui augmenterait la taxe sur les services numériques provoque des menaces de « représailles agressives » de Washington, y compris au Congrès⁸⁵. De peur d'être la cible de ces représailles tarifaires, les représentants français du secteur des vins et spiritueux militent activement contre l'amendement, joignant même à leur lettre au député responsable de l'amendement la lettre du Congrès américain⁸⁶.

Un autre levier utilisé est la menace d'interdiction d'entrée sur le territoire américain. Brandie par le secrétaire d'État Marco Rubio contre les personnes impliquées dans la mise en œuvre des réglementations européennes dès mai 2025, elle est concrétisée en décembre par les sanctions visant l'ancien commissaire Thierry Breton et quatre représentants d'ONG⁸⁷. Le secrétaire d'État avertit dans le même temps qu'il est prêt à « étendre cette liste si d'autres ne changent pas de cap⁸⁸ ».

82. Post de Donald Trump sur Truth Social, 26 août 2025, *op. cit.*

83. Ce projet de règle semble avoir été suspendu le 13 mars 2026. Voir M. Hawkins, « US Considers Requiring Permits for Nvidia, AMD Global AI Chip Sales », Bloomberg, 5 mars 2026.

84. Entretien avec l'autrice sous règle de Chatham House, Washington D.C., 5 décembre 2025. Cet argument est utilisé avant même l'invalidation par la Cour Suprême américaine des barrières douanières imposées par le président Trump invoquant l'*International Emergency Economic Powers Act*, officialisée le 20 février 2025.

85. R. Estes *et al.*, « Letter to President Trump on France's DST », *op. cit.* ; « Ways and Means Committee Republican Leaders Slam French Proposal to Impose Higher Discriminatory Digital Services Tax on U.S. Innovators », House Committee on Ways and Means, 27 octobre 2025, disponible sur : <https://waysandmeans.house.gov>.

86. « Lettre au député EELV Arnaud Bonnet », Comité interprofessionnel du vin de champagne, 13 janvier 2026, disponible sur : www.calameo.com ; voir l'enquête de la Cellule investigation de Radio France à ce sujet : M. Dupin, « Comment les États-Unis ont contraint la France à renoncer à augmenter la taxe Gafam », Radio France, 16 janvier 2026, disponible sur : www.radiofrance.fr.

87. S. Lewis et D. Psalidakis, « US to Ban Foreign Officials over "Flagrant Censorship" on Social Media », Reuters, 28 mai 2025 ; M. Rubio, « Announcement of Actions to Combat the Global Censorship-Industrial Complex », *op. cit.*

88. Post du secrétaire d'État Marco Rubio, @SecRubio, sur X, 23 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>.

Le département d'État a également ordonné à toutes ses ambassades européennes de souligner les préoccupations américaines concernant le DSA et ses coûts pour les entreprises européennes dans leurs échanges avec les autorités, de proposer des modifications du texte, et d'enquêter sur tout soupçon de censure gouvernementale (affectant en priorité les citoyens et entreprises américains) en échangeant avec des responsables gouvernementaux, des entreprises, des représentants de la société civile, etc.⁸⁹.

À ces enquêtes et démarches diplomatiques s'ajoute le déploiement par le département d'État de moyens de contourner la réglementation européenne, comme le site *freedom.gov*. Ce site, accessible depuis février 2026, n'affiche pour l'heure qu'un message indiquant que « la liberté arrive », mais est prévu pour permettre aux Européens de consulter les contenus jugés illégaux par leurs gouvernements (appel à la haine, propagande terroriste, etc.)⁹⁰. Cette initiative contraste avec la décision américaine de largement démanteler le programme *Internet Freedom* du département d'État, qui finançait depuis les années 2000 des groupes locaux développant des technologies de contournement de la censure de la Birmanie à l'Iran, en passant par Cuba et le Venezuela⁹¹.

Enfin, un levier moins fréquemment invoqué, mais aux implications stratégiques majeures, réside dans la conditionnalité de l'aide sécuritaire américaine. Dès septembre 2024, J. D. Vance, alors candidat à la vice-présidence, avait conditionné le soutien américain à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à la position « pro-liberté d'expression » (c'est-à-dire à l'absence de réglementation sur la transparence et la modération ciblant les entreprises américaines), réagissant à une lettre de Thierry Breton rappelant à Elon Musk ses obligations liées au DSA⁹². Plus récemment, après l'amende imposée à X pour ses manquements au DSA, le secrétaire d'État adjoint Christopher Landau a tenu un discours similaire⁹³.

Dans le but d'alléger ou de supprimer la réglementation européenne du numérique, l'administration Trump déploie donc avec force un ensemble d'outils, mêlant à sa campagne publique une pression diplomatique, des menaces de représailles commerciales et un argumentaire sécuritaire. S'il est

89. H. Pamuk, « Exclusive: Rubio Orders US Diplomats to Launch Lobbying Blitz Against Europe's Tech Law », Reuters, 7 août 2025.

90. S. Lewis, H. Pamuk et G. Slattery, « US Plans Online Portal to Bypass Content Bans in Europe and Elsewhere », Reuters, 18 février 2026.

91. A. Down, « US Funding for Global Internet Freedom "Effectively Gutted" », *The Guardian*, 19 février 2026.

92. R. Rommen, « JD Vance Suggested the US'S Support for NATO Could Be Pulled If Europe Tries to Regulate Elon Musk's X », *Business Insider*, 21 septembre 2024, disponible sur : www.businessinsider.com.

93. Il déclare sur X : « Ce qui est encore pire c'est que les États-Unis sont liés par une ALLIANCE MILITAIRE avec les mêmes pays qui nous attaquent via l'UE. [...] cette contradiction ne peut plus durer. Les nations européennes ne peuvent pas compter sur les États-Unis pour assurer leur sécurité tout en sapant délibérément la sécurité des États-Unis eux-mêmes [...] ». Post de Christopher Landau, @DeputySecState, sur X, 6 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>.

ardu de mesurer l'impact de chacun de ces leviers, comme le résume un diplomate européen : « c'est la combinaison qui est efficace, et l'imprévisibilité⁹⁴ ».

Chronologie sélective des mesures européennes et réactions américaines



94. Entretien de l'autrice sous la règle de Chatham House, Washington D. C., décembre 2025.

L'administration Trump est soutenue dans cette démarche par la majorité républicaine du Congrès. Outre les critiques des actions européennes sur les réseaux, les élus républicains rédigent des lettres incitant l'exécutif à sanctionner l'Europe⁹⁵ ou interrogeant la Commission, mènent des auditions et publient des rapports (par exemple sur « comment le DSA de l'UE contraint à la censure mondiale et empiète sur la liberté d'expression américaine⁹⁶ »), et contraignent les grandes plateformes à leur transmettre leurs communications avec les « censeurs étrangers⁹⁷ ». Ces rapports de juillet 2025 et février 2026 rendent publics les noms (et courriels associés) de nombreux membres de la Commission européenne chargés de faire appliquer la réglementation, décision largement interprétée comme une tentative d'intimider les autorités et freiner l'application de la loi⁹⁸. Certains élus proposent même des résolutions condamnant les lois et réglementations européennes⁹⁹ et des projets de loi pour interdire leur application¹⁰⁰. Les représentants de la Commission européenne multiplient donc les échanges pour défendre la réglementation du numérique avec l'exécutif mais aussi avec le Congrès (en particulier la Commission judiciaire de la Chambre).

Une campagne relayée par les acteurs privés

Cette campagne américaine est également relayée en Europe par des acteurs de la société civile. En premier lieu, les entreprises technologiques américaines sont dans leur grande majorité¹⁰¹ favorables à l'allègement des réglementations, aux États-Unis comme en Europe. Si certaines entreprises comme Meta ou X sont très investies contre le DSA et la

95. Par exemple pour inciter l'exécutif à rouvrir une enquête sous-Section 301 contre la France et sa taxe sur les services numériques, ou à sanctionner les « apparatchiks » de l'UE (entre autres pays). Voir R. Estes *et al.*, « Letter to President Trump on France's DST », *op. cit.* ; E. Schmitt, « Letter to Undersecretary Rogers », 18 décembre 2025, disponible sur : <https://t.co/EnDsbVtflM>.

96. « The Foreign Censorship Threat: How the European Union's Digital Services Act Compels Global Censorship and Infringes on American Free Speech », rapport de la majorité républicaine, House Committee on the Judiciary, 25 juillet 2025. Un deuxième tome de ce rapport a été publié le 3 février 2026, disponible sur : <https://judiciary.house.gov>.

97. En février et avril 2025, neuf plateformes ont ainsi été assignées à comparaître (*subpoenaed*) et forcées de transmettre leurs communications par le Congrès dans le cadre de son enquête sur la « menace de la censure étrangère » : X, Meta, Alphabet, Reddit, Rumble, Apple, Amazon, TikTok, Microsoft et Reddit.

98. E. Gkritsi, « EU Tech Enforcer Tells Officials Not to Be Scared by US Threats », *Politico*, 16 février 2026.

99. Comme la résolution proposée le 18 décembre 2025 par sept représentants républicains, disponible sur : www.congress.gov.

100. Tels que le projet de loi GRANITE (« *Guaranteeing Rights Against Novel International Tyranny & Extortion Act* ») qui devrait être proposé à la Chambre sous peu et cible le DSA, ou le *PROTECT USA Act (Prevent Regulatory Overreach from Turning Essential Companies into Targets Act)* proposé en mars 2025 par le sénateur Hagerty. Voir P. Byrne, « The GRANITE Act: How Congress Can Strike Back Against Foreign Censors », 18 octobre 2025, disponible sur : <https://prestonbyrne.com> ; « S.985 – PROTECT USA Act of 2025 », U.S. Congress, 12 mars 2025, disponible sur : www.congress.gov.

101. Certaines entreprises font toutefois exception, comme l'entreprise d'IA Anthropic.

prétendue censure européenne, la plupart se mobilisent davantage contre d'autres règlements (DMA, RGDP, *AI Act*) qui les affectent financièrement dans une plus grande ampleur.

Afin d'inciter à la déréglementation du numérique, les grandes plateformes ont augmenté de 33,6 % leurs dépenses en lobbying auprès de l'UE depuis 2023 – avec un classement des plus gros dépensiers largement dominé par Meta, Microsoft, Apple et Amazon¹⁰². Elles déploient un ensemble de stratégies d'influence directes et indirectes afin d'orienter les politiques européennes du numérique¹⁰³. Directement, ces entreprises multiplient les rendez-vous avec les représentants de la Commission : plus d'un par jour en moyenne entre janvier et juin 2025¹⁰⁴. Indirectement, elles déploient des campagnes de publicité dans les médias et sur les réseaux sociaux, commandent des rapports à des firmes de consulting et financent des organisations s'affichant comme représentant des petites et moyennes entreprises¹⁰⁵, dans le but de relayer leurs arguments.

Les arguments contre la réglementation européenne du numérique sont repris par un ensemble de *think tanks* américains (parfois financés par les GAFAM), particulièrement ceux proches des trumpistes et/ou de la Silicon Valley, tels que la très conservatrice Heritage Foundation¹⁰⁶, le libertarien CATO Institute¹⁰⁷, l'American Enterprise Institute¹⁰⁸, ou le pro-tech Information Technology and Innovation Foundation¹⁰⁹ (ITIF). De même, parmi les nombreux *think tanks* à Bruxelles financés par Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (GAFAM), certains (comme le Center for Data Innovation) contribuent à amplifier leur narratif critique de la réglementation européenne¹¹⁰.

102. « Big Big Tech Lobby Budgets Hit Record Levels », Corporate Europe Observatory, 29 octobre 2025, disponible sur : <https://corporateeurope.org>.

103. R. Gorwa, G. Lechowski, et D. Schnei, « Platform Lobbying: Policy Influence Strategies and the EU's Digital Services Act », *Internet Policy Review*, vol. 13, n° 2, juin 2024.

104. « Big Big Tech Lobby Budgets Hit Record Levels », Corporate Europe Observatory, *op. cit.*

105. Les GAFAM ont ainsi déployé une campagne soulignant l'importance de leurs services pour les petites et moyennes entreprises (PME, en anglais SME), et donc les conséquences économiques négatives qu'aurait la réglementation européenne du numérique pour les PME. Ils relaient cet argumentaire auprès des institutions européennes en finançant des organisations comme Allied for Startups ou SME Connect, très actives contre le DSA et DMA.

106. D. Cochrane, « Europe Wants to Be the World's Speech Police », The Heritage Foundation, 6 mars 2025, disponible sur : www.heritage.org.

107. E. Hopp, « Regulation Is Europe's Key Leverage in Global Tech Industry », Cato Institute, 9 juillet 2024, disponible sur : www.cato.org.

108. S. Tews, « The US Cost of Europe's Digital Markets Act », American Enterprise Institute, 15 octobre 2025, disponible sur : www.aei.org ; S. Tews, « Rebuilding the Transatlantic Tech Alliance: Why Innovation, Not Regulation, Should Guide the Way », American Enterprise Institute, 6 mars 2025, disponible sur : www.aei.org.

109. T. Nagrath, « Europe's DSA Puts an Unfair Target on American Tech Companies », Information Technology and Innovation Foundation (ITIF), 6 février 2026, disponible sur : <https://itif.org>.

110. « Big Big Tech Lobby Budgets Hit Record levels », Corporate Europe Observatory, *op. cit.*

Enfin, ces efforts américains peuvent s'appuyer sur des organisations non gouvernementales telles que l'Alliance Defending Freedom (ADF), organisation américaine qui se présente comme voulant défendre les droits des chrétiens conservateurs. Sa filiale à l'étranger, ADF International, s'est activement mobilisée contre l'avortement, mais aussi contre le DSA : elle a dénoncé le texte devant le Congrès américain¹¹¹, multiplié les publications sur son site à ce sujet, et organisé un événement au Parlement européen en mai 2025¹¹². Elle a également publié en octobre 2025 une pétition contre la supposée censure prévue par le DSA¹¹³.

Photographie de l'événement organisé par ADF International sur le DSA



De gauche à droite : Paul Coleman (directeur exécutif d'ADF International), Virginie Joron, Adina Portaru (conseillère pour ADF International), Rod Dreher (écrivain américain conservateur vivant en Hongrie), Stephen Nikola Bartulica et Marion Maréchal lors d'un événement organisé par ADF International sur le DSA.

Source : @ADFIntl, X, 21/05/2025, x.com.

« Cultiver la résistance » : la stratégie américaine s'appuie sur des relais européens

L'exemple d'ADF International illustre les relais européens dont bénéficie l'action américaine en faveur de la déréglementation. Comme évoqué plus haut, la Maison-Blanche comme les *Big Tech* mobilisent les entreprises

111. « Europe's Threat to American Speech and Innovation », House Committee on the Judiciary, 3 septembre 2025, disponible sur : <https://judiciary.house.gov>.

112. C. Eyte, « Opposition Grows Against EU Digital Censorship Law Ahead of European Parliament Event: "One of The Most Serious Threats to Online Free Speech" », *Christian Daily*, 19 mars 2025, disponible sur : www.christiandaily.com.

113. « Say "NO" to Online Censorship under the Digital Services Act (DSA) », Pétition ADF International, lancée le 9 octobre 2025, disponible sur : <https://adfinternational.org>.

européennes dans cet effort. L'administration Trump joue également de ses liens avec les extrêmes droites européennes, qu'elle développe dans un but affiché de « cultiver la résistance face à la trajectoire actuelle de l'Europe au sein des nations européennes¹¹⁴ », sur les sujets liés à la réglementation du numérique et bien au-delà¹¹⁵.

En témoignent les rencontres des représentants de l'administration américaine avec des élus d'extrême droite¹¹⁶, mettant en avant leur positionnement contre la censure ou favorable à la déréglementation. Outre la rencontre entre le vice-président Vance et les leaders de l'Alternative für Deutschland (AfD) à l'issue de la conférence de Munich en février 2025, dont le contenu n'a pas été diffusé, Sarah Rodgers s'est par exemple entretenue avec l' élu allemand Markus Frohnmaier et a loué la « position anti-censure » de l'AfD¹¹⁷. Elle a également mis en avant, lors de la discussion du département d'État avec le ministre hongrois de la culture, le fait que les deux pays soient « unis dans notre défense de la liberté d'expression¹¹⁸ ». L'ambassadeur américain auprès de l'UE s'est lui aussi félicité en décembre 2025 d'avoir pu discuter de « l'importance du processus de simplification » de la réglementation avec Nicola Procaccini, député européen affilié à Fratelli d'Italia et co-président du groupe des Conservateurs et Réformistes européens¹¹⁹.

Au-delà de ces rencontres, le département d'État prévoit de financer des *think tanks* et fondations en Europe, alignés sur les positions MAGA en matière de « liberté d'expression¹²⁰ ». Certains membres du gouvernement américain relaient également sur les réseaux sociaux des publications de médias européens d'extrême droite. Les représentants Scott Fitzgerald et Jim Jordan, ainsi que le compte JudiciaryGOP, ont par exemple reposté la critique du DSA formulée par Brussels Signal¹²¹. Ce nouveau média, lancé

114. National Security Strategy, White House, décembre 2025, p. 27.

115. M. Kandel, « Comment l'extrême droite trumpiste exporte ses croyances et son influence », Mediapart, 3 février 2026.

116. Les parlementaires européens affiliés au groupe Patriotes pour l'Europe (Pfe), et dans une moindre mesure le groupe des Conservateurs et Réformistes européens (CER), sont en effet les plus visiblement actifs contre la réglementation du numérique. Plus d'un tiers des publications d'élus européens sur X depuis janvier 2025 a été posté par l'un des comptes suivants : @v_joron (Virginie Jordon, française, Pfe), @hermannertsch (Hermann Tertsch, espagnol, Pfe), @StjepoBartulica (Stephen Nikola Bartulica, croate, CER), @Rob_Roos (Rob Roos, ex-parlementaire européen néerlandais, CER), et @TomVandendriese (Tom Vandendriessche, belge, Pfe).

117. Post de la sous-secrétaire d'État Sarah Rodgers, @UnderSecPD, sur X, 14 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>.

118. Post de la sous-secrétaire d'État Sarah Rodgers, @UnderSecPD, sur X, 22 avril 2025, disponible sur : <https://x.com>.

119. Post de l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne, Andrew Puzder, @USAmbEU, sur X, 3 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com>.

120. A. Gross *et al.*, « US Government to Fund Maga-Aligned Think-Tanks and Charities in Europe », *Financial Times*, 6 février 2026.

121. Re-publication du représentant Scott Fitzgerald, @RepFitzgerald, sur X, 28 juillet 2025, disponible sur : <https://x.com> ; Re-publication du représentant Jim Jordan, @Jim_Jordan, sur X, 28 juillet 2025,

en 2023, est publié par Remedia Europe, qui appartient à l'Américain Patrick Egan, ancien directeur régional de l'International Republican Institute¹²², stratège du parti de Viktor Orbán et acteur clé de la guerre informationnelle menée par la Hongrie à Bruxelles, accusé en 2025 par Mediapart d'avoir participé à une campagne d'influence pro-RN en France ciblant les internautes sur des critères politiques¹²³. Jim Jordan a également republié (avec son compte affilié JudiciaryGOP) le post sur X du média The European Conservative portant sur une lettre adressée par cet élu à la Commission européenne dénonçant le DSA, qu'est parvenu à « obtenir » The European Conservative¹²⁴. Ce média, localisé en Hongrie, appartient au même réseau d'influence que Brussels Signal, relayant les idées conservatrices et pro-Orbán¹²⁵. Autre exemple : le partage par Sarah Rogers, dans un post dénonçant la réglementation de l'IA, d'une publication du compte ultraconservateur polonais Visegrad24 (avec lequel Elon Musk a également interagi plus de 96 fois depuis le 1^{er} janvier 2025)¹²⁶. Bien que limités en nombre, ces posts esquissent la mobilisation des réseaux transatlantiques de diffusion des idées trumpistes au service de la déréglementation du numérique, et confirment le rôle de la Hongrie comme « courroie de transmission transatlantique », voire « de connecteur au sein des extrêmes droites européennes », tel qu'analysé par la politiste Maya Kandel¹²⁷.

Ces réseaux apparaissent également à travers l'organisation de grandes conférences réunissant des acteurs des deux côtés de l'Atlantique. La Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) et les conférences « natcon », initialement américaines, incluent aujourd'hui des participants

disponible sur : <https://x.com> ; Re-publication de la Commission judiciaire de la Chambre, @JudiciaryGOP, sur X, 28 juillet 2025, disponible sur : <https://x.com>.

122. Profil LinkedIn de Patrick Egan, disponible sur : www.linkedin.com.

123. S. Wheaton et E. Wax, « Viktor Orbán Brings Culture War to Brussels », *Politico*, 15 novembre 2023, disponible sur : www.politico.eu ; F. Arfi et A. Rouget, « Une agence pro-Orbán a mené une campagne numérique occulte pour le RN en France », Mediapart, 3 juillet 2025, disponible sur : www.mediapart.fr.

124. Re-publication de la Commission judiciaire de la Chambre, @JudiciaryGOP, sur X, 13 mai 2025, disponible sur : <https://x.com> ; Re-publication du représentant Jim Jordan, @Jim_Jordan, sur X, 13 mai 2025, disponible sur : <https://x.com>.

125. V. Behr et E. Gianoncelli, « Une internationale d'intellectuels conservateurs aiguille le débat public dans plusieurs pays », *Le Monde*, 4 juillet 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

126. Post de la sous-secrétaire d'État Sarah Rodgers, @UnderSecPD, sur X, 21 janvier 2026, disponible sur : <https://x.com> ; D. Leloup et M. Szadkowski, « Visegrad24, le petit compte polonais sur X devenu l'un des plus efficaces soutiens d'Israël en ligne », *Le Monde*, 16 avril 2025, disponible sur : www.lemonde.fr ; Comptabilité effectuée via la requête avancée de X, entre le 1^{er} janvier 2025 et le 24 février 2026.

127. M. Kandel, « Comment l'extrême droite trumpiste exporte ses croyances et son influence », *op. cit.* Le secrétaire d'État Marco Rubio s'est d'ailleurs rendu en Hongrie le 16 février 2026 dans le but explicite de soutenir Viktor Orbán à l'approche des élections hongroises. Voir J.-B. Chastand, « En Hongrie, Viktor Orbán obtient le soutien de l'administration Trump, à deux mois des élections législatives », *Le Monde*, 16 février 2026.

(dont The European Conservative¹²⁸) voire des déclinaisons européennes. Certaines conférences portent spécifiquement sur les questions de déréglementation du numérique, comme la conférence sur le DSA organisée au Parlement européen en mai 2025 par la filiale de l'ONG américaine Alliance for Defending Freedom, rassemblant notamment les élus européens Stephen Nicola Bartulica (CRE, Conservateurs et réformistes européens), Valérie Joron (Patriots for Europe, PFE) et Marion Maréchal (CRE) et l'intellectuel américain et ami de J. D. Vance, Rod Dreher¹²⁹. Plus récemment, les 2 et 3 février 2026, les groupes des Patriotes pour l'Europe et des Conservateurs et Réformistes Européens ont co-organisé avec la plateforme internationale ultraconservatrice Political Network for Values (PNfV) un « sommet transatlantique ». Intitulé « liberté d'expression vs. expression réglementée », ce sommet bénéficie du soutien de plusieurs organisations américaines dont la Foundation Heritage, ADF International, et la Fondation Tholos¹³⁰.

À travers ces rencontres, ces événements conjoints et cette visibilité de médias européens d'extrême droite, les acteurs américains s'appuient donc sur l'écosystème conservateur européen pour relayer leur critique de la réglementation européenne du numérique. Cet écosystème partage avec les acteurs américains plusieurs motivations convergentes : une conviction idéologique en faveur d'une conception conservatrice de la liberté d'expression (qui l'emporte sur la lutte contre la haine et la désinformation) ; un calcul de survie organisationnelle (leur écosystème médiatique dépendant directement de la permissivité des plateformes que la réglementation remet en cause) ; et un alignement réflexe anti-UE doublé d'une alliance transactionnelle avec un secteur technologique américain devenu, sous Musk, allié structurel de la droite mondiale¹³¹. Cette coordination découle par ailleurs d'années de construction institutionnelle transnationale à travers *think tanks*, conférences et flux de financement communs.

Inversement, cette campagne américaine est abondamment citée par les parlementaires européens hostiles aux mesures d'encadrement de la *tech*, sur les réseaux comme dans les questions des parlementaires à la Commission. Dans leurs questions à la Commission critiquant le DSA et le DMA, les parlementaires européens (majoritairement issus des groupes Patriotes pour l'Europe et Europe des Nations souveraines) citent les

128. V. Behr et E. Gianoncelli, « Une internationale d'intellectuels conservateurs aiguille le débat public dans plusieurs pays », *op. cit.*

129. Post de ADF International, @ADFIntl, sur X, 21 mai 2025, disponible sur : <https://x.com>.

130. Cette fondation, créée en 1985 « à la demande de Ronald Reagan » (selon son site officiel) par le groupe Americans for Tax Reform, mène des recherches et des actions éducatives sur les politiques économiques, dans une perspective libérale.

131. Pour certains gouvernements aux tendances autoritaires, l'enjeu est plus profond encore : affaiblir la régulation numérique européenne revient à neutraliser les mécanismes — chercheurs indépendants, signaleurs de confiance, audits de plateformes — susceptibles de scruter leurs élections, leur contrôle des médias et leurs opérations de désinformation, faisant de cette campagne moins un mouvement libertarien qu'un instrument de maintien au pouvoir.

rapports de la Commission judiciaire de la Chambre, ainsi que les reproches d'acteurs américains comme James D. Vance, Marco Rubio et son adjoint Christopher Landau, ou encore Elon Musk¹³². Sur les réseaux, les exemples abondent de parlementaires européens qui, comme la représentante allemande Christine Anderson (AfD, groupe Europe des Nations souveraines), citent Jim Jordan pour souligner qu'il « a raison de contester les excès de pouvoir de l'UE¹³³ » liés au DSA, ou J. D. Vance comme signe « rassurant que les États-Unis comprennent la sévérité de la situation » en matière de « censure »¹³⁴. Ces exemples sont loin d'être anecdotiques. Le graphique ci-dessous – représentant les mentions, réponses et retweets des parlementaires européens critiquant la réglementation européenne du numérique – fait ainsi émerger l'intégration très forte des comptes américains dans cet écosystème : outre la présence marquée de certains parlementaires européens déjà cités, les comptes de Jim_Jordan, JudiciaryGOP et elonmusk sont au centre du graph, et constituent le point commun des références de ces comptes européens¹³⁵. Ces eurodéputés relaient ainsi doublement la campagne américaine : ils l'invoquent comme argument d'autorité, et amplifient les avertissements de Washington en alertant sur « les nombreuses conséquences négatives dans la relation UE-US » ou les « tensions dans les relations transatlantiques » que « provoquerait » l'application de la loi¹³⁶.

Ces éléments attestent d'une étroite connexion entre les trumpistes de l'exécutif et du Congrès et les extrêmes droites européennes, consolidant un écosystème discursif et politique transatlantique hostile à la réglementation du numérique, en particulier le DSA.

132. Voir par exemple les questions adressées à la Commission le 2 octobre ou le 19 décembre 2025 : M. Ehlers et A. Zijlstra, « Disturbing Google Testimony to the US Congress on EU Censorship Legislation », 2 octobre 2025, disponible sur : www.europarl.europa.eu ; M. Khan *et al.*, « Multi-Million Euro Fine Against X to Enforce the EU Censorship Agenda under the Guise of Alleged Violations of Transparency Obligations under the DSA », 19 décembre 2025, disponible sur : www.europarl.europa.eu.

133. Post de Christine Anderson, @AndersonAfDMdEP, sur X, 23 septembre 2025, disponible sur : <https://x.com>.

134. Post de Christine Anderson, @AndersonAfDMdEP, sur X, 17 février 2025, disponible sur : <https://x.com>.

135. Analyse Sahar à partir des données des posts publiés sur X entre le 1^{er} janvier 2025 et le 10 février 2026.

136. B. Grims, Discours devant le Parlement européen, 15 décembre 2025, disponible sur : <https://x.com> ; M. Khan *et al.*, « Multi-Million Euro Fine Against X to Enforce the EU Censorship Agenda under the Guise of Alleged Violations of Transparency Obligations under the DSA », *op. cit.*

Une campagne efficace ? Résistances et concessions

Si les contours de cette offensive transatlantique sont clairs, il est encore prématuré d'en dresser un bilan définitif, au terme d'un an seulement de présidence Trump. Un premier examen de son efficacité — entre résistances institutionnelles et concessions obtenues — permet cependant d'en esquisser l'impact sur la réglementation européenne du numérique.

Une résistance affichée

En réponse à cette pression, la Commission a tenté de réaliser un travail de pédagogie pour expliquer ces mesures aux autorités américaines, tout en affirmant que le DSA et le DMA entraînent dans leur phase d'application et n'étaient pas négociables, y compris dans le cadre des négociations commerciales avec Washington¹³⁷. La présidente de la Commission Ursula von der Leyen a ainsi affirmé dans son discours sur l'état de l'UE de septembre 2025 :

« Je tiens à être parfaitement claire sur un point : que ce soit en matière de réglementation environnementale ou numérique, c'est nous qui fixons nos propres normes. C'est nous qui établissons nos propres règles. L'Europe décidera toujours pour elle-même. »¹³⁸

Ces déclarations se sont accompagnées de mesures concrètes de mise en œuvre de ces règlements, malgré les protestations américaines, comme les amendes imposées à Meta et Apple pour manquements au DMA en avril 2025 (pour un total de 700 millions d'euros¹³⁹), à Google en septembre 2025 pour ses pratiques publicitaires (2,95 milliards d'euros¹⁴⁰), ou à X en décembre 2025 pour non-respect du DSA (120 millions d'euros¹⁴¹). Contredisant l'argument de Washington sur le caractère discriminatoire des mesures européennes qui ne viseraient que les firmes américaines, en

137. Voir les réponses au Parlement fournies par les vice-présidentes Ribera et Virkkunen : « Answer given by Executive Vice-President Ribera on behalf of the European Commission », Parlement européen, 29 juillet 2025, disponible sur : www.europarl.europa.eu ; « Answer given by Executive Vice-President Virkkunen on behalf of the European Commission », Parlement européen, 18 août 2025, disponible sur : www.europarl.europa.eu.

138. « 2025 State of the Union Address by President von der Leyen », Commission européenne, 10 septembre 2025, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

139. « Commission Finds Apple and Meta in Breach of the Digital Markets Act », Commission européenne, 23 avril 2025, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

140. « Commission Fines Google €2.95 Billion Over Abusive Practices in Online Advertising Technology », Commission européenne, 5 septembre 2025, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

141. « Commission Fines X €120 Million under the Digital Services Act », Commission européenne, 5 décembre 2025, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

février 2026, la Commission a également conclu à titre préliminaire que la conception addictive de TikTok ne respectait pas le DSA¹⁴².

Des premiers signaux d'efficacité

Si elles traduisent une résistance notable de l'Europe face au risque de perte de son autonomie réglementaire, ces mesures ne permettent pas de conclure à l'inefficacité de la démarche américaine. D'une part, celle-ci a contribué à retarder certaines décisions européennes, telles que l'amende contre Meta et Apple en avril, alors que les négociations commerciales transatlantiques allaient commencer¹⁴³. En septembre 2025, contre l'avis de la commissaire Ribera chargée des enjeux de compétition, le commissaire au Commerce Šefčovič est également intervenu pour retarder l'annonce de la décision de l'amende imposée à Google¹⁴⁴.

D'autre part, si les discussions sur le DSA et le DMA ont été volontairement écartées des négociations commerciales, l'accord transatlantique signé en août contient des engagements de l'Europe en matière numérique. L'UE convient notamment d'« éliminer les obstacles injustifiés au commerce numérique », et à « ne pas adopter ni maintenir des redevances d'utilisation des réseaux » (défendues par les opérateurs télécoms mais refusées par les GAFAM)¹⁴⁵. L'UE a également annoncé en novembre 2025 son paquet de simplification numérique, proposant de simplifier un ensemble de réglementations (RGPD, *Data Act*, *AI Act* et mesures de cybersécurité), sans qu'il soit possible de clairement distinguer l'influence des pressions américaines sur ce texte des préoccupations proprement européennes¹⁴⁶.

Au niveau des États, la campagne de Washington semble avoir largement dissuadé les autorités d'agir en matière de réglementation ou taxation du numérique, sur le continent européen et bien au-delà. Reprenant la rhétorique américaine, certains acteurs européens critiquent

142. « La Commission estime à titre préliminaire que la conception addictive de TikTok ne respecte pas le règlement sur les services numériques », Commission européenne, 6 février 2026, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

143. K. Mackrael, « EU Delayed Punishing Apple, Meta Just Before Trade Talks Started », *Wall Street Journal*, 18 avril 2025.

144. F. Micheletti et J. Parry, « EU Google Antitrust Penalty Halted Amid Trump's Tariff Threats », *Politico*, 2 septembre 2025, disponible sur : www.politico.eu. Cet effort a réactivé au Parlement européen les velléités de création d'une agence réglementaire indépendante de la Commission et des pressions qu'elle peut subir. Voir A. Datta, « Lead Competition Legislator Pitches "Independent" Authority », *Euractiv*, 24 février 2026, disponible sur : www.euractiv.com.

145. « Joint Statement on A United States-European Union Framework on an Agreement on Reciprocal, Fair and Balanced Trade », Commission européenne, 21 août 2025, disponible sur : <https://policy.trade.ec.europa.eu>.

146. De nombreux acteurs européens – de Mario Draghi à une cinquantaine de PDG d'entreprises comme ASML, Airbus, Mercedes-Benz ou MistralAI – ont notamment appelé à suspendre la mise en œuvre de l'*AI Act*. Voir I. Uytendaele *et al.*, « Stop the Clock – Open Letter », juillet 2025, disponible sur : <https://aichampions.eu>.

les réglementations européennes (comme démontré ci-dessus) voire s'opposent à leur mise en œuvre. Le président nationaliste de Pologne Karol Nawrocki a ainsi repris les éléments de langage américains sur la supposée censure « orwellienne » du DSA, et a imposé son veto à la loi polonaise qui devait permettre son application en janvier 2026¹⁴⁷.

En matière de taxation des services numériques, la France a abandonné son projet d'augmentation de la taxe existante à cause de la pression de l'exécutif et du Congrès¹⁴⁸, quand certains pays (Canada, Inde) ont abrogé ou retardé (Brésil) leur taxe¹⁴⁹. Au moins sept pays (dont la Suisse et le Lichtenstein) se sont engagés dans leur accord bilatéral avec les États-Unis à ne pas imposer une telle taxe, et le nombre de développements liés à la fiscalité du numérique a diminué de moitié dans les huit mois suivant la publication du *memorandum* de Trump « défendant les entreprises américaines [...] contre l'extorsion étrangère » (février 2025) par rapport aux huit mois l'ayant précédé¹⁵⁰.

Les annonces de restrictions nationales sur les flux de données, auxquelles s'opposent les États-Unis depuis les débuts d'internet, semblent elles aussi avoir diminué de 25 % dans le monde entre avant et après février 2025, en particulier s'agissant des restrictions contraignantes¹⁵¹. L'effet de la campagne américaine se fait également sentir en matière de gouvernance de l'IA, au-delà même des retouches apportées à l'*AI Act* européen. Le Royaume-Uni a choisi de s'aligner sur l'administration Trump en retardant la proposition au parlement d'un projet de loi censé imposer des exigences en matière de sécurité et propriété intellectuelle aux entreprises d'IA¹⁵², et en refusant comme les États-Unis de signer le communiqué conjoint issu du Sommet de Paris sur l'IA en février 2025. Comme le Japon et la Corée du Sud, le Royaume-Uni a également signé en septembre un « accord de prospérité technologique » s'engageant à « développer des cadres politiques pro-innovation en matière d'IA¹⁵³ ».

147. W. Kości, « Polish President Aligns With Trump to Block Brussels' Big Tech Law », *Politico*, 9 janvier 2026.

148. M. Dupin, « Comment les États-Unis ont contraint la France à renoncer à augmenter la taxe Gafam », *op. cit.* Cette augmentation de la taxe sur les services numériques aurait rapporté entre plusieurs centaines de millions d'euros et « quelques milliards » selon l'auteur de l'amendement, sans qu'un calcul officiel ne soit disponible. Voir M. Kagni, « Taxe sur les Gafam : la commission des finances relève le taux de la taxe sur les géants du numérique », LCP-Assemblée nationale, 22 octobre 2025.

149. T. Giardini, « Is US Pressure Against Foreign Digital Policy Working? », *Digital Policy Alert*, 2 décembre 2025.

150. *Ibid.*, p. 2.

151. *Ibid.*, p. 3.

152. E. Courea, « UK Delays Plans To Regulate AI as Ministers Seek to Align With Trump Administration », *The Guardian*, 24 février 2025, disponible sur : www.theguardian.com ; T. Bristow, « How the UK Fell Out of Love with an AI Bill », *Politico*, 22 décembre 2025.

153. « Memorandum of Understanding Between the Government of the United States of America and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland Regarding the Technology Prosperity Deal », Washington D.C., Maison-Blanche, 18 septembre 2025, disponible sur : www.whitehouse.gov.

Des risques d'effets contre-productifs

L'intensité et l'efficacité de cette campagne de déréglementation américaine soulèvent des inquiétudes majeures quant à la capacité européenne à encadrer, selon ses propres critères, les pratiques des grandes entreprises technologiques et leur impact en Europe. Cette offensive risque aussi de produire des effets contre-productifs pour les États-Unis eux-mêmes, effets qui semblent moins documentés et que pourrait mettre en avant l'Europe.

D'une part, la campagne de déréglementation menée aux États-Unis bénéficie aux entreprises technologiques à court et moyen terme, mais elle s'accompagne, telle qu'elle est menée, de nouvelles vulnérabilités. La suppression des contraintes réglementaires mais aussi des équipes au sein du gouvernement chargées de limiter les risques liés aux utilisations malveillantes de l'IA, aux ingérences étrangères ou à la cybersécurité laisse la population, la démocratie et les infrastructures critiques américaines beaucoup plus vulnérables. Bien que l'impact électoral soit encore incertain, la position de l'administration en matière de gouvernance de l'IA pourrait également être contre-productive pour les républicains lors des prochaines élections, les sondages dessinant une tendance à la hausse d'Américains « inquiets » sur l'IA et une majorité (58 %) favorable à plus de réglementation¹⁵⁴.

D'autre part, l'offensive menée en Europe risque de provoquer un retour de bâton pénalisant non seulement la relation transatlantique mais aussi les entreprises américaines. La multiplication des outils de pression, la virulence de la rhétorique et le soutien aux extrêmes droites européennes alimentent – en plus des autres déclarations de politique étrangère (sur le Groenland ou l'Ukraine par exemple) – les inquiétudes, même des plus atlantistes, sur les risques que pose la dépendance aux technologies américaines. Promue jusqu'ici principalement par la France, l'ambition de souveraineté numérique bénéficie depuis l'année dernière d'un élan renouvelé, comme l'illustre le sommet franco-allemand de novembre 2025 sur le sujet¹⁵⁵, qui pourrait se traduire par des barrières au marché imposées aux entreprises étrangères (et notamment américaines). Dans un même effet contre-productif, la promotion intensive par la Maison-Blanche (en particulier l'équipe de Kratsios) des exportations technologiques américaines met en avant la communauté d'intérêts entre le gouvernement américain et les entreprises produisant ces technologies, alors même que celles-ci tentent de souligner leur indépendance pour afficher leur compatibilité avec les exigences de souveraineté européenne. Outre de

154. 50 % des Américains en 2025 (contre 31 % en 2021) sont « plus inquiets qu'enthousiastes » de l'utilisation croissante de l'IA dans la vie quotidienne, 38 % sont « autant inquiets qu'enthousiastes » et 10 % sont « plus enthousiastes qu'inquiets ». Voir B. Kennedy *et al.*, « How Americans View AI and Its Impact on People and Society », Pew Research Center, 17 septembre 2025 ; C. McClain *et al.*, « How the U.S. Public and AI Experts View Artificial Intelligence », Pew Research Center, 3 avril 2025.

155. M. Pollet, « Germany Wakes Up to US Tech Dominance », *Politico*, 19 novembre 2025.

possibles nouvelles barrières au marché, la campagne américaine alimente les velléités des eurodéputés de créer une autorité réglementaire puissante et indépendante de la Commission – et donc des pressions étrangères subies par l'exécutif européen – chargée de faire appliquer ses lois sur le numérique¹⁵⁶.

Enfin, l'approche de l'administration risque de pénaliser les entreprises américaines par l'incertitude qu'elle fait peser sur le cadre réglementaire régissant les échanges transatlantiques. Les échanges commerciaux sont pris en étau entre les droits de douane américains, au montant toujours fluctuant, et les réactions européennes (réticence du parlement à ratifier l'accord commercial d'août 2025, ambitions de déclencher l'instrument anti-coercition). Le cadre juridique régissant les échanges de données (*Data Privacy Framework*, DPF) entre les États-Unis et l'UE est lui aussi fragilisé. Cet accord transatlantique sert de base à la décision de la Commission qui, en 2023, considère que les États-Unis garantissent un niveau de protection adéquat (c'est-à-dire comparable à celui de l'UE) pour que les données à caractère personnel soient transférées de l'UE vers cette destination. Le niveau de protection est jugé adéquat grâce aux garde-fous instaurés par un décret de l'administration Biden, qui limitent l'accès des agences de sécurité américaines aux données européennes à ce qui est nécessaire et proportionné, instaurent un mécanisme de recours pour les Européens, et un organe de contrôle indépendant de cinq membres (le *Privacy and Civil Liberties Oversight Board*, PCLOB) aux États-Unis¹⁵⁷. Cette décision d'adéquation est aujourd'hui contestée devant la Cour européenne de Justice¹⁵⁸. Les juges devront se prononcer : dans un contexte marqué par le licenciement par Trump en janvier 2025 des trois membres démocrates du PCLOB, et par la mise sous tutelle des agences supposément indépendantes (comme la Commission fédérale du commerce¹⁵⁹), peut-on encore considérer le Board comme un organisme indépendant ? L'invalidation par la Cour du DPF

156. P. Haack, « US Pressure Revives Call for Powerful EU Tech regulator », *Politico*, 18 janvier 2026 ; A. Datta, « Lead Competition Legislator Pitches "Independent" Authority », *op. cit.*

157. J. Biden, « Enhancing Safeguards for United States Signals Intelligence Activities », Executive Order 14086, 7 octobre 2022, disponible sur : www.federalregister.gov.

158. En septembre 2025, le Tribunal de l'UE a confirmé la validité du cadre existant dans la décision « Latombe vs Commission », qui consacre également l'importance de l'indépendance du PCLOB. Toutefois, ce cadre est à présent contesté devant la Cour européenne de Justice, qui pourrait prendre en compte les développements récents aux États-Unis remettant en question l'indépendance des mécanismes prévus (en plus d'autres enjeux juridiques) et invalider le *Data Privacy Framework*. Voir « Latombe vs. Commission », Tribunal de l'UE, septembre 2025, disponible sur : <https://infocuria.curia.europa.eu> ; I. Nash, « The European Commission's Rejection of Latombe », *Lawfare*, 3 novembre 2025.

159. Alors que la jurisprudence en vigueur limite le pouvoir du président de révoquer les dirigeants des agences indépendantes du gouvernement, le président Trump a licencié en mars 2025 deux commissaires démocrates de la Commission fédérale du commerce (sur cinq membres au total), ainsi que la gouverneure de la Réserve fédérale en août 2025. La Cour suprême doit se prononcer sur le caractère constitutionnel de ces licenciements, dans des décisions qui pourraient considérablement affaiblir l'indépendance de ces agences.

plongerait les entreprises dans une incertitude juridique et entraînerait une hausse des coûts de conformité, une fragmentation des règles, et un ralentissement des transferts de données transatlantiques, tout en forçant les décideurs à négocier un nouveau cadre, sans garantie de stabilité.

Conclusion : comment l'Europe peut-elle faire face ?

L'administration Trump II a mené une campagne systématique de déréglementation des secteurs technologiques, tant aux États-Unis qu'en Europe, portée par un narratif combinant innovation étouffée, compétition avec la Chine et dénonciation de la « censure ». Aux États-Unis, cette offensive – qui ne fait pas l'unanimité dans le camp républicain – s'est traduite par la suppression des cadres existants en matière d'IA, de cybersécurité et de modération des contenus, portée par une galaxie d'acteurs publics et privés aux outils puissants. En Europe, la pression américaine s'est fortement intensifiée, mobilisant une panoplie de leviers diplomatiques, économiques et informationnels et s'appuyant sur des relais européens pour affaiblir les cadres réglementaires européens (DSA, DMA, *AI Act*), perçus comme une menace pour la souveraineté et les intérêts des entreprises américaines. Ces conclusions permettent d'esquisser plusieurs recommandations.

D'abord, dans la continuité de l'élan déjà amorcé, ces pressions américaines doivent pousser l'Europe à préciser et concrétiser ses efforts en matière de souveraineté numérique et technologique, afin de réduire les vulnérabilités inhérentes à ses dépendances¹⁶⁰. Face au risque de disruption ou d'interruption des services *cloud* imposée par un gouvernement étranger, il est crucial d'accélérer et d'étendre les initiatives émergentes visant à garantir une continuité temporaire des services pour les administrations et entreprises clés en Europe¹⁶¹. L'intérêt de l'Europe serait aussi de renforcer ses propres capacités de lutte contre les menaces cyber et les ingérences, dans un contexte où le partenariat avec les États-Unis risque de pâtir de l'affaiblissement des capacités américaines sur ce sujet, et où l'allié américain assume une ambition d'ingérence dans la politique européenne. Pour les entreprises européennes, il apparaît nécessaire d'approfondir la cartographie de leurs dépendances critiques et de leurs vulnérabilités aux leviers américains, afin d'anticiper, *via* des scénarios robustes, les risques liés à une éventuelle dégradation des relations transatlantiques et d'y adapter leur stratégie de résilience.

160. Sur les nuances entre souveraineté technologique et numérique (et ses composants « souveraineté cloud », « souveraineté des données », etc.) et sur les mesures européennes adoptées ces derniers mois, voir F. Burwell et K. Propp, « Digital Sovereignty: Europe's Declaration of Independence ? », Atlantic Council, février 2026.

161. Microsoft a ainsi déjà conclu un accord avec l'entreprise de logiciels allemande SAP permettant à sa filiale Delos Cloud d'assurer le maintien des services Azure pour les clients européens frappés par d'éventuelles sanctions américaines. En France, un mécanisme similaire est étudié par Bleu. Voir E. Badaoui et A.-T. Norodom, « (Extra)territorialité des données : quelle souveraineté pour l'Europe ? », *Études de l'Ifri*, mars 2026, p. 35-36, disponible sur : www.ifri.org.

Sur l'application des cadres réglementaires existants et l'élaboration des règlements futurs, l'Europe doit rester ferme. Céder aux pressions américaines décrédibiliserait la Commission auprès de la population européenne (qui se sent plus en insécurité sur le plan technologique et numérique que sur les plans militaire, énergétique ou alimentaire, selon un sondage de décembre 2025¹⁶²). Un affaiblissement des règles entraînerait une coûteuse augmentation de l'imprévisibilité réglementaire et enverrait un signal risqué aux gouvernements étrangers selon lequel les mesures européennes sont négociables, sapant ainsi leur crédibilité.

En dépit de ses difficultés, il serait utile de poursuivre l'effort de pédagogie entrepris par l'UE et les gouvernements nationaux afin d'expliquer aux autorités américaines des règlements européens souvent – volontairement et involontairement – mal compris. Par exemple, la désignation d'entités chinoises (telles que AliExpress, Shein, TikTok, Temu) et européennes (telles que l'allemand Zalando ou le néerlandais Booking) comme « très large[s] plateforme[s] en ligne » (VLOP) soumises au DSA réfute l'inquiétude américaine d'une discrimination ne visant que les firmes américaines¹⁶³. Les dimensions du DSA qui ne portent pas sur la modération des contenus mais sur la transparence méritent également d'être mises en lumière : les accusations de « censure » soulevées par les autorités américaines lors de l'annonce de l'amende européenne imposée à X en décembre 2025 occultent ainsi complètement que la plateforme n'est pas sanctionnée pour un manquement en matière de modération des contenus mais pour un manque de transparence (sur sa « coche bleue », son registre des publicités et l'accès des chercheurs à ses données¹⁶⁴).

Le succès de cet effort pédagogique repose aussi sur la capacité des représentants de haut niveau français et européens à maintenir un discours cohérent, centré sur l'application non discriminatoire des mesures européennes, et à éviter les déclarations insinuant que certaines grandes plateformes (comme X) sont scrutées avec plus de vigilance que d'autres. En cela, la lettre d'août 2024 adressée à Elon Musk par Thierry Breton (alors commissaire européen chargé du marché intérieur) pour l'exhorter à respecter le DSA quelques heures avant la diffusion sur X de son entretien avec le candidat Donald Trump a porté atteinte à la démarche européenne. Bien que les diplomates européens défendent que cette correspondance n'était pas officielle et ne reflète pas la vision de la Commission, elle a été – et reste aujourd'hui – largement reprise par les autorités américaines comme preuve d'une réglementation européenne censurant les discours politiques

162. J.-Y. Dormagen, « Ce que les Européens veulent vraiment : le dernier sondage Eurobazooka », *Le Grand Continent*, 4 décembre 2025.

163. « Supervision of the Designated Very Large Online Platforms and Search Engines Under DSA », Commission européenne, disponible sur : <https://digital-strategy.ec.europa.eu>.

164. « La Commission inflige à X une amende de 120 millions d'euros au titre du règlement sur les services numériques », Commission européenne, 5 décembre 2025, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

américains¹⁶⁵. D'autres déclarations, à huis clos, de représentants français de haut niveau sur l'attention particulière accordée à certaines plateformes, comme X, contribuent de la même manière à miner la légitimité de la rhétorique européenne auprès des interlocuteurs américains.

Certains sujets d'intérêt partagés permettent de préserver des pistes de coopération. Préoccupation commune bien identifiée par les diplomates européens, la protection des mineurs en ligne continue de faire l'objet de discussions transatlantiques. En dépit des transformations de l'appareil fédéral américain sur ce sujet, la coopération en matière de cybersécurité intéresse les deux côtés de l'Atlantique. D'autres sujets, alignés avec les priorités de l'administration Trump, pourraient alimenter le dialogue : en matière de répression de la fraude en ligne ou de lutte contre le trafic de drogue et d'êtres humains, par exemple. Limités dans leur ampleur, ces sujets d'intérêt communs ont toutefois peu de chances d'être activement poursuivis par les diplomates américains, qui répondent à des dirigeants peu désireux de faire de l'Europe une priorité.

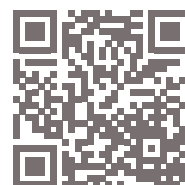
L'Europe gagnerait également à convaincre les entreprises américaines du numérique de leur intérêt à atténuer les initiatives les plus disruptives de l'administration Trump, afin de préserver la prévisibilité réglementaire, contenir l'essor d'une conception de la souveraineté numérique plus radicale et prévenir des ruptures majeures (comme l'invalidation du DPF). Un alignement perçu comme inconditionnel sur les positions de Washington exposerait en outre ces entreprises à un risque réputationnel significatif en Europe, où 86 % des citoyens jugent déjà plausible une restriction américaine de l'accès aux services numériques¹⁶⁶, fragilisant la confiance des consommateurs dans un contexte de défiance croissante envers l'administration Trump.

Enfin, au-delà de l'administration Trump, l'Europe pourrait trouver dans les élus du Congrès et des législatures étatiques des partenaires de dialogue. En matière de gouvernance des données ou de l'IA, ces derniers sont désireux d'agir et intéressés à bénéficier des retours d'expérience européens.

Face à cette campagne de déréglementation aussi agressive qu'imprévisible, l'Europe doit ainsi allier fermeté dans l'application de ses règles et persévérance dans le dialogue — avec l'exécutif mais aussi avec le Congrès et les entreprises américaines —, tout en mobilisant États et acteurs privés autour d'une réponse coordonnée et résiliente. Face à Washington, l'Europe n'a pas le luxe de choisir entre la règle et la relation : elle devra tenir les deux, simultanément et dans la durée.

165. R. Rommen, « JD Vance Suggested the US's Support for NATO Could Be Pulled If Europe Tries to Regulate Elon Musk's X », *op. cit.* ; « Censorship's Next Frontier », *op. cit.*

166. M. Pollet, « Europeans Think Trump Can Shut Down Their Internet », *Politico*, 19 mars 2026.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org